

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2236 - MARDI 17 FÉVRIER 2015

Désarmement des FDLR

Les Fardc et la Monusco aux antipodes

Recevant dimanche les ambassadeurs accrédités à Kinshasa, le président de la République, Joseph Kabila, leur a rappelé qu'aujourd'hui, personne ne pouvait donner des leçons aux forces de défense et de sécurité de la RDC sur les meilleurs voies et moyens d'en découdre avec les rebelles hutus rwandais. Allusion faite notamment à la requête de la Monusco récusant les actes de nomination de deux généraux promus à la tête des opérations de désarmement forcé des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). Réitérant le refus de la RDC d'obtempérer à ce qui a tout l'air d'une injonction, Joseph Kabila a fait remarquer qu'il s'agit d'un acte souverain de nomination pris en toute responsabilité conformément à la Constitution et aux lois en vigueur au pays. En renonçant à l'appui qui était attendu de la Monusco pour les opérations de désarmement forcé des rebelles hutus rwandais, il aurait exprimé, d'après Lambert Mende, sa volonté de « préserver la souveraineté de la RDC ».



Une patrouille mixte Fardc-Monusco au Nord-Kivu

Page 12

PROCESSUS ÉLECTORAL

L'UDPS réitère son appel au consensus



Le secrétaire général, Bruno Mavungu, encadré par des cadres de l'UDPS

Ce parti politique de l'opposition dit ne pas percevoir une responsabilité engagée de la part de la Ceni dans le calendrier électoral récemment publié qui « ressemble fort à une manœuvre dilatoire qu'à une véritable planification réaliste ». Dans un communiqué publié le week-end dernier, le parti d'Étienne Tshisekedi relève son insatisfaction face à cet échéancier qui, pourtant, devrait donner le décalé du processus électoral. L'UDPS dénonce notamment le non-respect du délai constitutionnel qui exige la convocation du scrutin présidentiel, quatre-vingt-dix jours avant l'expiration du mandat du président en exercice. Concernant la priorité accordée à l'organisation des élections locales contrairement aux précédents scrutins de 2006 et 2001, l'UDPS entrevoit une tentative de déboucher sur un cas de force majeure qui permettrait de retarder l'élection présidentielle, gage de la paix sociale et de la stabilité du pays.

Page 12

PROVINCE DE L'ÉQUATEUR

Une mission d'inventaire forestier sur le carbone

L'exercice rentre dans le cadre de la surveillance des forêts dans laquelle le pays s'est engagé depuis plusieurs années déjà. L'objectif est de connaître les ressources forestières du pays sur fond d'évaluation des quantités de stock de carbone enfouies dans lesdites forêts en vue de leur gestion durable. C'est dans ce cadre qu'une délégation du ministère national de l'Environnement s'est rendue en mission d'inventaire fores-

tier en rapport avec le carbone dans la province de l'Équateur.

S'appuyant sur les explications fournies par le chef de division de l'aménagement forestier, le chef de la délégation a noté qu'il était nécessaire de déterminer la biomasse et la dimension de la forêt équatoriale dans cette province qui dispose d'un espace étendu de forêt en RDC.

Page 13

DROIT DE L'ENFANT

L'Unicef s'investit dans la prévention de l'enrôlement des enfants dans les groupes armés

L'enrôlement et le recrutement des enfants dans les forces et groupes armés constituent une violation des droits de l'enfant tel que stipulé dans la Convention relative aux droits de l'enfant. L'Unicef qui milite pour la défense, la promotion et la protection des droits des enfants à travers le monde s'investit pour lutter contre leur utilisation dans les forces et groupes armés. D'où la campagne de sensibilisation amorcée avec ses partenaires pour prévenir ces genres de phé-

nomènes. L'implication des volontaires communautaires et la mise en place de points d'écoute et d'espaces des amis des enfants au sein des communautés font partie des stratégies mises en place pour parvenir au résultat.

L'Unicef participe aussi à la recherche familiale ainsi qu'à la réinsertion des enfants dans la société à travers des programmes de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle

Page 12

AFRICA BEST PRACTICES FORUM

200 décideurs attendus à Lomé

Page 13

ÉDITORIAL

Communiquer

Si il est une bataille que les pouvoirs publics doivent gagner aujourd'hui, afin que les réformes institutionnelles à venir soient actées de façon positive par le peuple congolais, c'est bien celle de la communication. Croire, en effet, que les citoyens se prononceront massivement, le moment venu, pour une réforme de la gouvernance publique si on ne leur a pas expliqué au préalable pourquoi ce changement est devenu indispensable relève de l'utopie.

Dans le meilleur des cas, ils s'abstiendront massivement faute d'avoir compris les progrès que l'avènement d'une nouvelle Constitution pourrait permettre. Et dans le pire des cas, ils céderont aux appels de ceux qui rêvent de les voir descendre dans la rue afin de contester la politique suivie par le pouvoir en place. Dans l'un comme l'autre cas, l'absence de communication aura des effets pervers qui perturberont durablement la vie de notre pays.

Que l'on nous comprenne bien : il ne s'agit pas ici de suggérer que le gouvernement se lance dans une campagne de propagande sans attendre que soient révélées les grandes lignes du projet institutionnel sur lequel le peuple congolais doit être appelé à se prononcer ; il s'agit simplement de dire que la question en débat est trop sérieuse, trop essentielle pour n'être débattue que dans les cercles restreints et très fermés du monde politique. Dans ce début de siècle, l'omniprésence de la communication électronique et des réseaux sociaux que celle-ci génère rend indispensable un débat public fondé sur des analyses objectives.

Rappeler au peuple congolais ce qu'est l'État de droit, pourquoi la Constitution fonde la démocratie, quels rapports cet Acte fondamental établit entre les institutions, comment il permet à chaque citoyen de vivre libre est certainement aujourd'hui une tâche prioritaire. Si l'on veut que le Congo franchisse sereinement cette nouvelle étape, il est indispensable de l'engager sans plus attendre, ne serait-ce d'ailleurs que pour démontrer au peuple combien le refus de tout changement prôné par l'opposition est contraire à ses intérêts.

Communiquer sur le sujet n'est peut-être pas facile mais s'impose d'ores et déjà comme l'une des clés de l'avenir.

Les Dépêches de Brazzaville

DIPLOMATIE

Le Congo et la Russie souhaitent renforcer leur coopération décentralisée

L'ambassadeur de Russie au Congo, Valery Mikhaylov a effectué le weekend une tournée dans la partie nord du pays, où il s'est entretenu avec les autorités locales des villes de Gamboma, Ollombo, Oyo et Makoua.

Au cours de cette mission diplomatique dans laquelle faisait partie le directeur du Centre culturel russe de Brazzaville, Sergueï Belyaev, le diplomate russe et les autorités congolaises ont discuté des opportunités de renforcer la coopération décentralisée entre les régions russes et congolaises.

À Gamboma, Valery Mikhaylov a fait un don des livres et matériaux didactiques de la langue

russe au Lycée Henri Lopez. Ce présent, dans un lycée où 190 élèves apprennent la langue russe, renforcera, a-t-il dit, les capacités des enseignants d'apprendre à leurs élèves la langue de Pouchkine.

Au lycée Denis Sassou N'Guesso d'Ollombo où plus de mille élèves prennent le cours de russe, l'ambassadeur de Russie a exhorté les élèves d'étudier avec « beaucoup de vigueur ». Il leur a

parlé des opportunités d'aller poursuivre leurs études supérieures en Russie.

À Oyo, Valery Mikhaylov a procédé à la décoration du sous-préfet Roger Louzaya Mamingui par une médaille de l'Agence fédérale russe des affaires de la communauté d'États indépendants et de la coopération humanitaire « Rossotroudnitchestvo », pour le renforcement de la paix, l'amitié et la coopération. Il a également visité les installations de la Zone économique spéciale Oyo-Ollombo.

Yvette Reine Nzaba

BRAZZAVILLE

Le collectif des sénateurs face à leurs mandants

La rencontre, considérée comme une descente parlementaire, a eu lieu le 14 février à l'hôtel de ville de Brazzaville. Au menu, des questions d'intérêt public examinées par le sénat au cours des deux dernières sessions.

Au plan social par exemple, le rôle de l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (ARPCE) a été évoqué. Surtout au regard des mauvaises prestations constatées ces derniers temps de la part des sociétés de téléphonie mobile. « Ya-t-il rétrocession sur les pénalités infligées à ces opérateurs par l'ARPCE au profil des utilisateurs ? », s'est interrogé un conseiller de Brazzaville.

Pour le président de la commission Économie et finances, Nicéphore Fylla de Saint-Eudes, ces sociétés permettent à la direction générale des impôts de percevoir des fonds à partir des taxes qu'elles payent. « Mais, qu'à cela ne tienne, l'ARPCE se doit de jouer pleinement son rôle », a-t-il signifié. Il a d'autre part souligné qu'en matière de pénalités infligées aux opéra-



Le collectif des sénateurs lors de leur descente parlementaire

teurs de téléphonie mobile, par exemple, celles-ci permettent à l'ARPCE de financer sa croissance et ses équipements. D'autres conseillers se sont interrogés sur les garanties présentées dans la réforme de l'Office congolais d'informatique (OCI) et de la Caisse de sécurité sociale qui sont dissoutes. Quant à la Caisse congolaise d'amortissement (CCA), ils ont déploré les mauvaises pra-

tiques observées à ce niveau, allant jusqu'à la qualifiée de « morgue ». « Le rappel des pensions est payé avec beaucoup de difficultés moyennant

50% », ont-ils fait savoir. Quant aux arriérés des deux structures dissoutes, ceux-ci ont été transférés à la CCA pour ne pas alourdir les nouvelles sociétés en création. Clôturant la descente, Théophile Adoua a émis le souhait de voir s'améliorer la collaboration entre les sénateurs de Brazzaville et leurs mandants.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse

Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama

Assistante : Leslie Kanga

Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,

Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoulou

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo

Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'Agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,

Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Coordination : Rose-Marie Bouboutou

Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille

Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia

Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,

Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-

signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mou-

mbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de

service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck

Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole

Biantomba, Epiphany Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta,

Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,

République du Congo / Tél. : (+242) 05

532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau

75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

SCIENCE-TECHNOLOGIE-WEB

La Fondation BantuHub lance le programme Silicon Congo

La Fondation BantuHub que préside Véronique Mankou a lancé lundi à Brazzaville, à son siège, le programme d'accélération des startups dénommé « Silicon Congo », dans le cadre de l'exécution de l'Initiative Tech25 qui vise à faire du Congo une terre de technologie dans les dix années à venir.



Guy Tiburce Miampika encadré par Phonsia Odingui et Lauriane Mpouki

Silicon Congo a pour objectif d'accélérer le développement de quatre startups par trimestre recrutées sur la base d'une candidature. Le projet, a expliqué son coordonnateur Guy Tiburce Miampika, en même temps responsable de la composante accompagnement à la Fondation BantuHub, est un ensemble de service destiné à offrir aux startups des moyens conséquents pour leur éclosion.

« Ce Programme comprend le mentorat, le coaching personnalisé et de groupe, une formation accélérée à l'entrepreneuriat, un soutien technique, le marketing et d'autres services offerts aux jeunes entrepreneurs sélectionnés », a-t-il soutenu.

La présentation et le lancement de Silicon Congo ont également servi d'appel à candidature pour les jeunes dé-

sireux de participer à la première session. Les soumissions des candidatures sont ouvertes du 16 février au 16 mars 2015, a lancé Guy Tiburce Miampika précisant que la rentrée de la première promotion est fixée au 1^{er} avril 2015.

Un comité de présélection a été mis en place afin d'examiner les candidatures. Les heureux candidats retenus seront connus le 24 mars 2015, et présenteront leurs projets devant un jury. « Silicon Congo prévoit neuf mois d'accélération et ne concerne que les startups technologiques basées en République du Congo », explique-t-il.

Ce projet est né d'un constat majeur. La plupart du temps les jeunes créateurs d'entreprises éprouvent d'énormes difficultés à faire aboutir leur projet que ce soit dans la consolidation et la viabilité

de celui-ci que dans les démarches administratives nécessaires. Il s'agit aussi pour Silicon Congo de soutenir ces startups dans la consolidation de leur business model et leur business plan et dans la recherche d'investisseurs.

Selon Phonsia Odingui, responsable du Tech Hub de la Fondation, l'environnement de travail garantira aux startups une chance considérable de réussite. Les services de Silicon Congo, souligne-t-elle, comptent, entre autres, un espace de travail avec connexion Internet, légalisation administrative de la startup, communication sur la startup, attribution d'un mentor ayant une grande expérience dans la conduite d'une entreprise, développement personnel, coaching du business, pitch sessions pour convaincre les investisseurs.

Les meilleures startups de Silicon Congo participeront par ailleurs à Startup Congo, une conférence de levée des fonds organisée par l'Initiative Tech25 en octobre à Paris.

L'initiative Tech25 dans laquelle est issu le programme Silicon Congo avait été lancée le 28 janvier dernier lors d'un événement placé sous le patronage du ministre d'Etat, du développement industriel et de la promotion du secteur privé, Isidore Mvouba. Le président de la Fondation BantuHub, Véronique Mankou, avait alors émis le vœu de voir une synergie autour de ce projet destiné à concrétiser la marche du Congo vers son développement numérique.

Quentin Loubou

MARINE MARCHANDE

Les experts des pays membres de la CEMAC en conclave à Brazzaville

Par la Convention MLC 2006, les États ont été dotés, pour la première fois, d'un véritable moyen de contrôle du travail des gens de mer, ce qui constitue une préoccupation majeure pour le BIT qui en fait un cheval de bataille.

C'est dans cette optique que s'est ouvert à Brazzaville du 16 au 19 février, un atelier de sensibilisation à la Convention du travail maritime, 2006. Celui-ci poursuit un double objectif : familiariser les participants avec les concepts clés de la MLC de l'OIT, 2006, et souligner les avantages de la ratification.

En 2001, en réponse aux défis issus des profonds changements survenus dans le secteur maritime et de sa mondialisation croissante, les organisations internationales d'armateurs et de gens de mer, à l'occasion de la réunion de la Commission paritaire maritime, conclurent un accord historique, l'« Accord de Genève », demandant à l'OIT d'adopter un nouvel instrument juridique prenant en compte ces nouvelles conditions. Pour les gens de mer, l'objectif était de leur garantir un travail décent et l'application de leurs droits. Pour les armateurs, l'important était d'instaurer des règles du jeu équitables (concurrences loyales) pour ceux qui offrent des conditions de travail décentes (...).

Entendu qu'il s'agit d'une convention globale qui consolide en un seul instrument juridique 37 conventions et recommandations existantes de l'OIT, couvrant ainsi presque tous les aspects des conditions de vie et de travail des gens de mer. Le MLC contient une nouvelle composante essentielle de respect et d'application basée sur un système d'inspection et de certification par l'Etat du pavillon et sur le contrôle par l'Etat du port.

Aujourd'hui, rappelons-le, 65 pays ont ratifié la MLC, 2006 mais parmi les pays membres de la CEMAC, seul le Congo l'a ratifiée. Compte tenu des enjeux sociaux et économiques liés à la MLC, 2006 il est essentiel que les autres membres accélèrent le processus de ratification en s'assurant que leur législation nationale respecte les dispositions de la convention. Le caractère global de la MLC, 2006 ainsi que certaines de ses caractéristiques sont nouvelles et peuvent représenter un défi pour certains gouvernements souhaitant avancer dans sa ratification et mise en œuvre effective.

Le ministre d'Etat, ministre du Travail et de la sécurité sociale, Florent Ntsiba, qui présidait la cérémonie d'ouverture, en a précisé les attentes par rapport aux thèmes développés : « Ceux-ci portent principalement sur les meilleures conditions d'emploi et de travail, les logements, loisirs, alimentation et service de table, la protection de la santé, les soins médicaux, le bien-être et la protection en matière de sécurité sociale, etc. ».

À cet égard, il a lancé un vibrant appel aux autres pays membres de la CEMAC ainsi qu'aux autres pays africains, dans leur ensemble, de ratifier la Convention de 2006 sur le travail maritime.

Guillaume Ondzé

ACCÈS À L'EAU POTABLE

Les plans stratégiques de cinq centres semi urbains validés

Les représentants de vingt-sept institutions publiques se sont retrouvés, le 11 février à Brazzaville, pour valider, au cours d'un atelier, les rapports diagnostics et plans stratégiques d'Alimentation en eau potable et assainissement (Aepa) de cinq centres semi urbain du Congo.

L'objectif du séminaire consiste à procéder à une appréciation collective et participative des rapports provisoires des centres semi-urbains. Et, les rapports du projet validé concernent les centres semi urbains de Bouansa, Boundji, Gamboma, Mouyondzi et Ongogni. L'étude des systèmes d'alimentation en eau potable et assainissement de ces centres semi-urbains a été préalablement réalisée par un cabinet d'étude de la place.

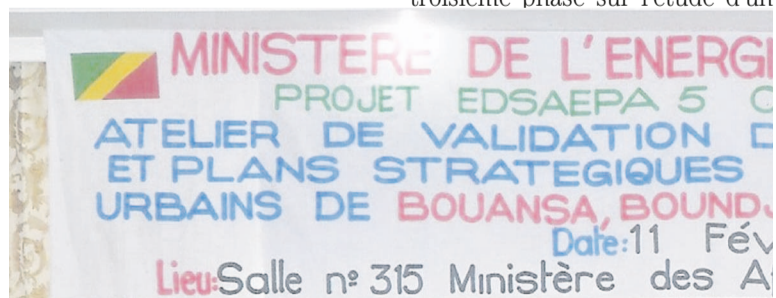
Le projet est cofinancé par la Facilité africaine de l'eau à environ 800 millions de francs CFA et le Congo contribue à hauteur de 500 millions de francs CFA.

Les séminaristes ont aussi adopté, par la même occasion, un plan

de cabinet du ministre de l'Energie et de l'Hydraulique s'est félicité de cette initiative et a exhorté les participants à adopter des recommandations raisonnables. « Nous avons voulu assurer la participation de l'ensemble des acteurs qui

de cabinet du ministre de l'Energie et de l'Hydraulique s'est félicité de cette initiative et a exhorté les participants à adopter des recommandations raisonnables. « Nous avons voulu assurer la participation de l'ensemble des acteurs qui

tion des financements » a indiqué Roger Serges Adzama. Les rapports diagnostics et plans stratégiques d'AEPa étant validés, reste à déterminer le coût global des projets par les experts. « Le volet assainissement du projet comprend le recyclage de



Le présidium des travaux

dit de renforcement des capacités opérationnelles du Fonds de développe-

avant-projet détaillé. Inviter à s'exprimer sur ce sujet, Roger Serges Adzama, directeur

« Le volet assainissement du projet comprend le recyclage de l'eau usée, des déchets solides et l'amélioration des latrines traditionnelles qui sont dans nos communautés. Au sujet de la gestion des déchets solides, il nous faut des décharges contrôlées »

œuvrent pour le secteur de l'eau et l'assainissement en tenant compte de l'importance des dossiers à aborder. À terme, les résultats de ces travaux vont déboucher sur l'organisation en 2016 d'une table ronde des bailleurs de fonds pour l'obten-

l'eau usée, des déchets solides et l'amélioration des latrines traditionnelles qui sont dans nos communautés. Au sujet de la gestion des déchets solides, il nous faut des décharges contrôlées », a expliqué Hervé Didas Amboulou, assistant technique de l'unité de gestion des projets.

Fortuné Ibara

MINISTERE DE L'ECONOMIE FORESTIERE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
PROJET FORET ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE
CREDIT N° 5121-CG
Unité de Coordination du Projet
B.P 14 564 Brazzaville, République du Congo, Tel : +242 05 616 95 74/06 817 06 33,
Courriel : pfdecongo2011@yahoo.com

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°022/MEFDD-CAB/PFDE/AMI/C/15
«Recrutement d'une Organisation non gouvernementale chargée d'appuyer la Promotion des Microprojets communautaires générateurs de revenus»

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un Crédit (n°5121-CG) pour financer les activités du Projet Forêt et Diversification Economique (PFDE), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Crédit pour financer les services de consultants ci-après : «Appui à la promotion des microprojets générateurs de revenus »

2. La mission vise à contribuer à l'amélioration des conditions de vie des Communautés Locales et Populations Autochtones (CLPA) à travers le financement des microprojets communautaires générateurs de revenus portant essentiellement sur les domaines des services environnementaux.

3. L'Unité de coordination du PFDE, chargée par le Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable de la mise en œuvre dudit projet, invite les Organisations Non Gouvernementales (ONG) spécialisées dans le domaine à manifester leur intérêt pour les services décrits ci-dessus et à fournir les informations indiquant qu'ils ont la capacité technique d'exécuter lesdits services (note de présentation de l'ONG, missions similaires exécutées, disponibilité du personnel-clé...).

4. Sur cette base, les consultants seront sélectionnés conformément aux Directives de la Banque «Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, Edition Janvier 2011». La sélection sera fondée sur la qualité technique (SFQ).

5. Les consultants désireux d'obtenir des informations complémentaires peuvent s'adresser à l'Unité de Coordination du PFDE, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables. Les Termes de Références peuvent être consultés à la même adresse.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessous, au plus tard, le 12 mars 2015. à l'adresse ci-après :
PROJET FORET ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE
UNITE DE COORDINATION DU PROJET,
Case J-142/V, OCH Moungali III,
Tel : (242) 05 616 95 74/06 817 06 33,
Courriel : pfdecongo2011@yahoo.com

Brazzaville, le

Le Coordonnateur du PFDE,

Jacques OSSISSOU

MINISTERE DE L'ECONOMIE FORESTIERE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE
PROJET FORET ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE
CREDIT N° 5121-CG
Unité de Coordination du Projet
B.P 14 564 Brazzaville, République du Congo, Tel : +242 05 616 95 74/06 817 06 33,
Courriel : pfdecongo2011@yahoo.com

DEMANDE DE MANIFESTATIONS D'INTERET N° 021/MEFDD-CAB/PFDE/AMI/C/15

«Recrutement de deux consultants (documentaliste et bibliothécaire) chargés de la mise en place d'un système de gestion des documents et archives au sein du Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable (MEFDD)»

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un crédit de l'Association internationale de développement (IDA), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « Mise en place d'un système de gestion des documents et archives au sein du Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable (MEFDD)»

2. Les services portent essentiellement sur le montage et l'animation, en liaison avec la Direction de la Communication et de la Vulgarisation, d'un Centre de documentation du MEFDD. Ils seront effectués par deux consultants individuels : un documentaliste archiviste et un bibliothécaire.

3. L'Unité de coordination du PFDE, chargée par le Ministère de l'Economie Forestière et du Développement Durable de la mise en œuvre dudit projet, invite les candidats individuels admissibles à manifester leur intérêt, en français, à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés par chacun des postes doivent fournir les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services (qualifications, expérience professionnelle dans le domaine, missions similaires exécutées etc.) et

indiquer le poste pour lequel il est candidat.

4. Les consultants seront sélectionnés par comparaison de CVs conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, édition de janvier 2011 ».

5. Les consultants intéressés peuvent obtenir, tous les jours ouvrables de 8 heures à 16 heures, des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées à l'adresse ci-dessous au plus tard le 04 mars 2015 à l'adresse ci-après :

PROJET FORET ET DIVERSIFICATION ECONOMIQUE
UNITE DE COORDINATION DU PROJET, Case J-142/V, OCH Moungali III,
Tel : (242) 05 616 95 74/06 817 06 33,
Courriel : pfdecongo2011@yahoo.com

Brazzaville, le 16 février 2015

Le Coordonnateur du PFDE,

Jacques OSSISSOU

IN MEMORIAM

02 février 2014 - 02 février 2015, il y a un an disparaissait Madame Majep Obama née Thérèse N'gombi-Nombo « Maman Thétée ». À l'occasion du triste et douloureux anniversaire de sa mort, la famille Majep-Obama (Enfants et Petits fils) demandent à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pensée pieuse pour elle. Une intention de messe a été demandée en sa mémoire le 1^{er} février 2015 à 8 heures, en l'Eglise Christ-Roi de Loandjili. Que le seigneur lui accorde sa miséricorde pour le repos éternel de son âme.



Programme relatif des obsèques de Madame NIKA Bienvenue Roberte Suzanne



Décédée le lundi 9 février 2015 au CHU de Brazzaville.
L'inhumation a lieu ce mercredi 18 février 2015 suivant le programme Ci après :
9h00 : Levée de corps à la morgue municipale du CHU de Brazzaville
11h00 : Recueillement au domicile familial sis au 996, rue Mandzomo Plateau des 15 ans (après église évangélique Mayangui)
14h00 : Départ pour le cimetière privé de Wayako et inhumation.
16h30 : Fin de la cérémonie.

17 février 2002 - 17 février 2015
Voilà treize ans qu'il a plu au Seigneur de rappeler à Lui notre enfant Yannick Brice Lionel Mokoko. Treize ans au bout desquels son souvenir reste présent dans nos esprits et perdue la douleur dans nos cœurs.

Que tous ceux qui l'ont connu aient une pensée pieuse pour lui.
Flavienne Bokiba



Intérim
Recrutement
Placement de personnel

Vous souhaitez recruter ?

Vous recherchez du personnel qualifié ?

Nous avons la solution à vos besoins.

Contact : 06-873-20-30 / 04-030-88-73

contact@societenoba.com

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Miss univers, cela revient à élire celle qui a le meilleur chirurgien esthétique. C'est de la triche. »

Camille Cerf, Miss France 2015, Jeune Afrique N°2822 du 8-14 février 2015

« C'est l'action qui promeut une image. La communication, détachée de l'action n'a aucune signification. Autrement dit, il ne faut jamais penser que la communication suffit à elle seule pour faire en sorte que l'image du gouvernement... soit bonne. »

Abdoulatif Coulibaly, ministre sénégalais de la Promotion de la Bonne gouvernance et Porte-parole du gouvernement, Le Soleil, 16 février 2015

« La communication politique doit être simple et idiote. C'est ce qui marche. »

Oskar Freysinger, Conseiller national UDC (Belgique), écrivain, Le Courrier du 12 février 2011

« Étouffer la liberté d'expression est « facile » : la surveillance totalitaire, la répression, les assassinats, la terreur, suffisent, si on peut dire. La défendre et la faire s'étendre est plus complexe. »

Robert Maggiori, journaliste à Libération, Libération du 28 janvier 2015

« La critique est un domaine à la fois compliqué et fondamental. Mais, bien faite, elle peut être féconde. C'est l'aliment et la clé du développement. »

Boniface Mongo-Mboussa, éditeur et écrivain congolais, dans Jeune Afrique, cité par TerrAfrica n°38 du 31 janvier 2014

ÉDUCATION

La culture de peuples Aka au centre d'une sensibilisation à Brazzaville

Les élèves de CM1 de l'école privée Clé Phoenix de Brazzaville ont été éduqués sur la vie des peuples autochtones Aka. C'était dans le cadre des journées dites de sensibilisation sur la culture Aka en milieu scolaire organisées par l'association Moaka Na Ndimba que dirige Sorel Eta, dont le but est de promouvoir le dialogue des cultures.



Sorel Eta expliquant la culture Aka aux élèves du CM1

Cette activité fait suite à la semaine culturelle des peuples Aka organisée en 2010 à l'Institut français du Congo. Par manque de partenaire et de soutien, en vue de pérenniser cette activité, Sorel Eta a pensé la réorienter en milieu scolaire, dans le but d'éduquer les élèves sur cette culture. L'école Mbokenzi à Impfondo dans le département de la Likouala a été la première à accueillir cette semaine culturelle.

« ...l'organisation de cette activité en milieu scolaire vise à ce que les enfants puissent demain oeuvrer dans la préservation et promotion des autres cultures pour les générations futures. C'est une façon pour moi d'emmener les élèves à connaître la diversité à être tolérants, à apprendre à accepter l'autre tel qu'il est, parce que dans notre société tous ceux qui sont appe-

lés pygmés sont souvent rejetés. À travers des initiatives de ce genre, les enfants apprennent à connaître la diversité car, la connaissance de l'autre permet de se connaître soi-même et d'apprendre à vivre avec l'autre dans la différence », a signifié Sorel Eta. L'association Regard aux pygmés qui se transformera bientôt en association Moaka Na Dima ne mène pas ce genre d'activités au Congo. À l'issue de cette rencontre, la satisfaction était au rendez-vous. « J'ai retenu que les Akas ont un mode de vie différent au notre, mais ils se débrouillent toujours même lorsqu'il y a la pluie, ils font la chasse. Aussi, j'ai appris qu'ils dorment sur des feuilles. Ils ont

aussi des berceuses pour les enfants », a expliqué Cisse Yoka Marvin élève en classe de CM1. Roland Batantou, directeur adjoint de l'école Clé Phoenix, pense que ce projet devrait intéresser plusieurs autres établissements car, il contribue à la promotion des valeurs culturelles : « Comme la forêt est un vivier qui permet à nos enfants de s'approprier les cultures que nous avons tendance à piétiner nous avons donc sauté sur cette occasion pour leur offrir un espace d'échange. Et les enfants ont vécu une expérience qu'ils n'oublieront jamais et qui pourra peut-être permettre l'éclosion de certains talents »

Hermione Désirée Ngoma

VIH-SIDA

Plus de quatre milliards pour lutter contre la transmission du virus de la mère à l'enfant

La société pharmaceutique indépendante ViiV Healthcare a lancé récemment un appel à projets pour financer les partenariats communautaires œuvrant pour l'éradication de la transmission du VIH de la mère à l'enfant au sein des communautés africaines en 2016.

L'objectif est de réduire à 5% le taux de transmission du VIH de la mère à l'enfant. Selon le communiqué de presse parvenu à l'Agence d'information d'Afrique centrale (Adiac), le 16 février à Brazzaville, le projet est estimé à 5 millions d'euros soit environ 4.430.345.000 FCFA. Pour cette action, les pays d'Afrique de l'Ouest, du centre et surtout de l'Afrique francophone notamment

la République du Congo sont ciblés. Le projet est financé par le Fonds positive action pour les enfants (Pacf), un des programmes de ViiV Healthcare qui permet de soutenir les communautés les plus vulnérables touchées par le VIH, en mettant particulièrement l'accent sur l'accès aux services soignant et traitement de transmission du VIH, de la mère à l'enfant. « Le Pacf accepte les candidatures de toutes les organisations à travers le monde pour soutenir les communautés qui en ont le plus besoin. Cette année, nous avons tout particulièrement souhaité accroître de nouveaux partenariats en Afrique francophone », a déclaré Dominic Kemps, directeur du Pacf à ViiV Healthcare. « Le Pacf est activement engagé dans le changement

des comportements des communautés, et déploie beaucoup d'efforts afin de permettre aux bénéficiaires de subventions d'atteindre le plus grand impact possible pour éradiquer la transmission du VIH de la mère à l'enfant » a-t-il poursuivi.

Rappelons que la transmission du virus VIH-Sida de la mère séropositive à l'enfant se produit pendant la grossesse, l'accouchement ou l'allaitement. Selon l'Organisation mondiale de la santé, le risque de transmission sans intervention, varie entre 15 et 45%. La société pharmaceutique ViiV Healthcare a été créée en novembre 2009. Elle fournit des avancées dans le traitement et les soins pour les séropositives.

Fortuné Ibara



Une expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE!

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45/06 992 04 91-Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE	COUT
Le cahier des charges fonctionnel et technique : de l'analyse du besoin à l'élaboration	3 jours	4 au 6 mars 2015	300 000 FCFA
La pratique de l'audit fiscal et contrôle interne	5 jours	9 au 13 mars 2015	450 000 FCFA
Optimiser ses outils et techniques de recrutement	3 jours	11 au 13 mars 2015	300 000 FCFA
Les fondamentaux du marketing	4 jours	17 au 20 mars 2015	400 000 FCFA
Suivi-évaluation des projets et programmes	5 jours	23 au 27 mars 2015	450 000 FCFA

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.



Promo 5 X PLUS

**GAGNE 5 FOIS
TA CONSOMMATION**

Consomme ton crédit,
atteins ton objectif du jour
et **gagne 500% de bonus**

Clavin Ogilvy



*Bonus utilisable jusqu'à 23h59
vers airtel et Warid

DIALOGUE INTERMALIEN

La France soutient la médiation algérienne

Le Président français, François Hollande, a réaffirmé le « plein soutien » de son pays à la médiation algérienne dans le processus du dialogue au Mali, tout en félicitant l'Algérie pour les progrès déjà réalisés.

« Je souhaite vous réaffirmer mon plein soutien à la médiation algérienne dans le processus en cours au Mali. Votre pays ne ménage pas ses efforts pour rapprocher les points de vue du gouvernement malien et des groupes armés et je vous félicite pour les progrès qui ont déjà été réalisés. Mon objectif, et je sais que vous le partagez, est que le prochain cycle permette d'aboutir à la signature rapide d'un accord de paix », a déclaré le chef de l'Etat français, François Hollande dans un message adressé à son homologue Algérien, Abdelaziz Bouteflika.

La France, a-t-il ajouté, met tout en œuvre pour amener les parties maliennes à s'engager sincèrement et à haut niveau dans la poursuite des négociations. « Nos ambassades dans le pays du Sahel délivrent aux groupes armés des messages en ce sens. La France entretient, par ailleurs, un dialogue étroit avec les autorités maliennes », a-t-il indiqué, précisant que « celles-ci me paraissent disposées à aller vers un accord de paix ».

En outre, il a qualifié de « signe très encourageant » la nomination de Modibo Keita au poste de Premier ministre.

« Il importe désormais que les parties s'abstiennent de tout acte de violence sur le terrain et qu'elles préparent activement les prochaines discussions. Nous avons bon espoir que les efforts communs de nos deux pays permettent aux négociations d'aboutir », a-t-il dit.

« Nous devons poursuivre cette coopération après la signature de l'accord. Le suivi et la mise en œuvre de ce dernier sera, en effet, essentiel. Cette coopération étroite entre nos deux pays est absolument nécessaire à la stabilisation du Sahel et pour une lutte efficace contre les groupes terroristes qui menacent notre sécurité », a-t-il souligné.

Par ailleurs, le président François Hollande a remercié son homologue Algérien pour son récent courriel dans lequel il est revenu sur la rencontre de haut niveau entre les gouvernements des deux pays, et où il a fait le point sur les négociations intermaliennes.

« La deuxième session du Comité intergouvernemental de haut niveau (CIHN), tenue en décembre dernier à Paris qui a été un plein succès, a marqué la volonté partagée de la France et de l'Algérie d'avancer ensemble dans un grand nombre de domaines, et notamment les dossiers régionaux où nous agissons de concert en faveur de la paix et de la stabilité », a ajouté le président Français.

Yvette Reine Nzaba

SÉCURITÉ

Les armées africaines adoptent une stratégie commune à Dakar

Lors du 3^e sommet des chefs d'état-major des armées de terre africains tenu dans la capitale sénégalaise, les participants ont promis d'accroître leurs coopérations régionale et continentale ainsi que la formation des élites militaires.

Une quarantaine de chefs d'état-major et de délégués ont été en conclave à Dakar du 8 au 12 février dernier. La rencontre était placée sur le thème : « entraîner la force pour un large spectre d'opérations militaires : menaces transnationales réponses transnationales ». Selon les organisateurs, l'objectif de ce rendez-vous consiste à créer un cadre d'échanges entre les autorités militaires africaines pour la promotion de la paix et de la stabilité sur le continent.

« Ce sommet qui s'est tenu pour la troisième fois depuis 2010 rassure sur la volonté de développer des connexions endogènes de l'urgence ne nous laisse d'autre choix que la coopération destinée à mieux préparer nos hommes pour des missions devenues plus complexes que jamais. L'urgence et l'espoir placés en nos armées de terre ne nous laissent d'autres choix que la coopération régionale puis continentale », a fait savoir le ministre des Forces armées du Sénégal, Augustin Tine.

Selon le ministre sénégalais, il est aujourd'hui indispensable de « mieux préparer les forces de défense africaines à faire face aux nombreux défis sécuritaires ».

Ce troisième sommet des chefs d'état-major des armées de terre arrive au moment où des milliers de soldats africains sont sur de nombreux fronts contre des mouvements rebelles ou terroristes. Parmi ces mouvements, figurent notamment la secte islamiste Boko Haram qui sévit au nord-est du Nigeria et qui se répand sur les territoires du Cameroun, du Tchad et du Niger ou encore les mouvements armés du nord Mali. Par ailleurs, plus de 6 000 soldats africains sont actuellement engagés en Centrafrique dans le cadre d'une mission onusienne. En ce qui concerne les échanges d'expériences et le savoir-faire, l'état-major de l'armée de terre sénégalaise va ouvrir ses installations aux armées de la sous-région et de l'Afrique pour des approches communes d'entraînement.

Rappelons que ce sommet est à l'initiative du Commandement des Forces terrestres américaines pour l'Afrique (USARAF) dirigé par le major général Darryl A. Williams.

F.K.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

« Il nous faut éradiquer Boko Haram », dit Paul Biya

Une session extraordinaire des chefs d'État de la communauté économique des États de l'Afrique centrale (Cééac), consacrée à l'insécurité liée aux attaques menées par le groupe Boko Haram, s'est tenue le 16 février à Yaoundé, au Cameroun.

Au cours de ce sommet, les chefs d'État et de délégations des dix pays ont affiché leur unité face au groupe terroriste, comme l'avait souhaité à l'ouverture des travaux le président tchadien, Idriss Deby Itno.

À l'issue des travaux, ils ont activé pour la première fois le Pacte d'assistance mutuelle et de solidarité qui lie leur pays.

Par ailleurs, un fonds d'urgence de cinquante milliards de francs Cfa à reverser au Cameroun et au Tchad a été adopté. Les pays de la Cééac ont décidé d'apporter divers appuis en équipement militaire et logistique ainsi que des actions sociales et de développement en faveur de ces deux pays déjà engagés dans la guerre la secte terroriste Boko Haram.

Les six chefs d'État présents ont élaboré une stratégie commune pour éradiquer le groupe islamiste qui opère dans le nord-est du Nigeria et frappe aussi certains pays voisins. On pris part aux travaux qui se déroulaient à huis clos, les présidents Idriss Deby Itno du Tchad, Ali Bongo Ondimba du Gabon, Denis Sassou N'Guesso du Congo, Teodoro Obiang

Nguema de la Guinée Équatoriale, Catherine Samba-Panza de la Centrafrique et Paul Biya du Cameroun.

Le président camerounais a réaffirmé devant ses pairs sa détermination à en finir avec les violences perpétrées par ce groupe terroriste. « Il nous faut éradiquer Boko Haram », a-t-il insisté. Paul Biya a souligné « une totale impossibilité de compromis » avec ces islamistes, qui selon lui, ne sont que des « partisans d'une société obscurantiste et tyrannique ».

« Boko Haram n'aura pas droit de cité en Afrique centrale »

Le chef de l'État tchadien, et président en exercice de la Cééac, Idriss Déby Itno qui l'a déclaré, et dont l'armée s'est lancée dans la bataille contre Boko Haram en début février, a réitéré son appel en vue de la mutualisation des efforts contre le groupe terroriste. Il a demandé aux États de la région qui ne sont pas encore touchés par les actes du mouvement « à manifester leur solidarité agissante ». Et poursuivant son

propos, Idriss Deby a invité la communauté internationale à apporter un soutien multiforme, notamment matériel, financier, logistique et humanitaire à la Cééac.

Outre ces deux interventions, un discours du secrétaire général de l'ONU, lu par son représentant, a souligné qu'à la solution militaire prônée par la Cééac; Il faut « une approche multidimensionnelle qui réponde aux défis de la stabilisation à long terme ». Par ces mots, l'ONU faisait allusion à la nécessité de chercher les voies et les moyens susceptibles de favoriser le développement économique et social de certaines régions de la zone Afrique centrale qui sont encore frappées par une grande pauvreté.

Rappelons que le 7 février dernier, les États membres de la Cééac s'étaient réunis dans la capitale camerounaise et s'étaient engagés à mobiliser 8 700 hommes dans une force régionale pour combattre Boko Haram. En attendant la mise en œuvre de cette force multinationale, l'armée tchadienne combat Boko Haram au Nigeria, au Cameroun et au Niger. Les troupes camerounaises, il faut le signaler, pallient l'incapacité de l'armée nigérienne à stopper les attaques islamistes.

Nestor N'Gampoula

NIGERIA

Le nouveau président sera intronisé le 29 mai, selon Goodluck Jonathan

Le président sortant du Nigérien, Goodluck Jonathan, a assuré qu'il n'y aura plus de report des élections et que le chef de l'État qui sera élu doit prêter serment à la date suscitée.

« Le 29 mai, le nouveau président de ce pays sera intronisé », a déclaré Goodluck Jonathan qui s'exprimait devant les ambassadeurs et les responsables des organisations internationales en poste à Abudja. Son message faisait suite à l'annonce faite samedi dernier sur le report des élections présidentielles et parlementaires initialement prévues du 14 février, pour la date du 28 mars. La commission électorale avait justifié ce report par l'insécurité causée à travers le pays par le groupe islamiste Boko Haram.

Du côté du gouvernement, les autorités entendent profiter de ce report pour démanteler les djihadistes dans six semaines. « Ce report de six semaines permettra aux forces de sécurité de nettoyer les États de Borno, Yobe et Adamawa, qui sont les plus touchés par les attaques islamistes », a déclaré le président nigérien. Des



Goodluck Jonathan

propos similaires ont déjà été tenus par d'autres responsables gouvernementaux : ce qui provoque d'ailleurs le scepticisme des observateurs.

« S'ils ne peuvent faire le ménage dans ces trois États, au moins deux seront totalement récupérés, ainsi que des gouvernements locaux dans le troisième. De façon à ce que des élections puissent au moins être menées », a martelé le président nigérien, persuadé que les forces nigé-

riennes maîtriseront à nouveau complètement les territoires aujourd'hui occupés par les partisans de la secte islamiste.

Notons que les attaques perpétrées par Boko Haram ont déjà fait plus de 13.000 morts et 1,5 million de déplacés au Nigeria depuis 2009. Depuis quelques jours, l'armée tchadienne a elle-même lancé plusieurs offensives contre le groupe armé sur le sol nigérien.

N.N'G.



ECAir ouvre sa ligne Brazzaville/Libreville!

La compagnie aérienne nationale de la République du Congo, ECAir, Equatorial Congo Airlines, poursuit sa croissance. Après l'arrivée de son premier Boeing 767, le Mont Nabemba, début Février; la mise en place d'un vol quotidien sur Paris et Dubaï et l'annonce de l'ouverture de 10 destinations dont 2 intercontinentales cette année, ECAir développe son réseau. Libreville, la capitale gabonaise, est désormais desservie par ECAir, à raison de 3 fréquences par semaine. Le vol inaugural a eu lieu le lundi 9 Février. Cette nouvelle route est la 8e ville desservie par Equatorial Congo Airlines au départ de Brazzaville, après Pointe-Noire, Ollombo, Kinshasa, Cotonou, Douala, Paris, Dubaï. Ces annonces confirment l'engagement et la volonté d'ECAir de transformer l'Aéroport de Maya-Maya en un hub en Afrique centrale.



Une PNC d'ECAir en compagnie de deux dirigeants d'agences de voyage à Libreville



Les charmantes hôteses d'ECAir distribuent des cadeaux aux invités



Les danseuses et musiciennes de la troupe Bichini Bia Congo devant la nouvelle agence d'ECAir à l'Aéroport de Maya-Maya



Médard Milandou, invité, aux côtés de Mado Kayitesi-Habimana, chef des achats, de la logistique et des moyens généraux, Nicolas Négoce, responsable de la communication, Yves Nanique, directeur commercial et Irene Ossombi, chef d'escale à Libreville



Des journalistes gabonais



Yves Nanique, directeur commercial d'ECAir, en interview



Après l'atterrissage du Boeing 737-700 d'ECAir à l'Aéroport Léon-Mba de Libreville, les invités ont pris part au cocktail



La compagnie aérienne nationale du Congo envisage d'ouvrir à Dakar, Bamako et Abidjan, dans les semaines à venir



Jules Domche, directeur exécutif de la télévision panafricaine VoxAfrica, aux côtés de Yves Nanique, directeur commercial d'ECAir

A propos d'ECAir :

Compagnie aérienne nationale de la République du Congo créée en 2011, ECAir emploie plus de 450 collaborateurs. En 2014, la compagnie a transporté 360 000 passagers. ECAir opère jusqu'à 138 vols hebdomadaires depuis Brazzaville (République du Congo) vers Paris Roissy, Dubaï, Cotonou, Douala, Pointe-Noire, Ollombo, Libreville. La compagnie a également mis en place une navette fluviale pour les passagers en provenance ou à destination de Kinshasa (République démocratique du Congo). ECAir est la première compagnie congolaise à relier directement le continent au Moyen Orient avec 3 dessertes hebdomadaires vers Dubaï. Pour en savoir plus : www.flyecair.com ou par téléphone au +(33) 01 78 77 78 77 ou au +(242) 06 509 05 09. Notre siège se situe en face de l'Aéroport de Maya-Maya, à Brazzaville, République du Congo.

Pour plus d'informations :

Informations et réservations, www.flyecair.com / Visuels: www.flyecair.com/gallery / Facebook: www.facebook.com/pages/ECAir-Equatorial-Congo-Airlines/ / Twitter: www.twitter.com/ECongoAirlines/ / Instagram: [econgoairlines](https://www.instagram.com/econgoairlines)

PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

Casablanca accueille la 3^e édition du Forum Afrique-Développement

Après deux premières éditions tenues respectivement en mai 2010 et novembre 2012, la ville de Casablanca, au Maroc, abritera, du 19 au 20 février, la 3^e édition du Forum International Afrique Développement sur le thème : « Time to Invest » ou « Le Temps d'investir ».

Organisé par le Groupe Attijariwafa Bank en partenariat avec le Centre marocain de promotion des exportations, Maroc Export, le Forum de Casablanca se veut un espace d'échanges et de débats entre hommes d'affaires et décideurs du continent pour la promotion du commerce et des investissements en Afrique.

Son but est de permettre aux hauts responsables de certains pays d'Afrique subsaharienne de présenter des projets d'investissements à caractère public ou privé qualifiés de « structurants » et en relation avec leurs plans de développement.

« Les projets seront présentés à une assistance composée de représentants d'institutions financières ainsi que d'opérateurs économiques privés et publics des pays d'implantation du Groupe Attijariwafa Bank. Le but étant d'enclencher durant le Forum des ren-



Une vue des participants

contres en vue de discuter d'opportunités de partenariat ou d'accompagnement en conseil ou en structuration de financement », précise les organisateurs.

Pour cette 3^e édition, plus de 1200 opérateurs économiques et investisseurs de 15 pays d'Afrique y sont attendus.

Au regard de la situation poli-

tique jugée de plus en stable et fort des atouts économiques, mais aussi du potentiel, en terme de ressources que re-

que de grands projets d'investissements de 7 pays des zones UEMAC et CEMAC.

« L'Afrique est en effet une

dynamique de coopération des pays du continent et la traduction en initiative concrète de la volonté des pays à renforcer les relations de partenariat », avait souligné le ministre marocain de l'Économie et des finances, Nizar Baraka, lors de la 2^e édition.

Selon le président-directeur général du Groupe Attijariwafa Bank, Mohamed El Kettani qui présentait l'événement devant la presse marocaine le 9 février à Casablanca, cette édition se tient dans une conjoncture internationale difficile où tous les regards se tournent vers l'Afrique qui affiche des perspectives de croissance les plus meilleurs dans le monde.

À l'instar des deux précédentes éditions, le forum Afrique Développement débouchera par une remise de trophées dits de la coopération Sud-Sud et le Prix du jeune entrepreneur aux meilleures entreprises. Une manière d'encourager les initiatives privées africaines qui se distinguent dans leurs activités.

Guy-Gervais Kitina

gorge le continent africain, les organisateurs entendent également offrir une opportunité de rencontre entre les hommes d'affaires à travers des « B to B ».

Le Forum sera notamment marqué par la présentation de plans de développement économique nationaux de trois pays africains (Côte d'Ivoire, Gabon et le Sénégal), ainsi

terre de richesse et d'immenses opportunités qui l'ont hissé à l'avant-garde de l'agenda des grandes puissances et des opérateurs économiques internationaux. Il est donc de notre devoir de saisir ces opportunités pour en faire des véritables éléments de croissance et de progrès, à travers l'instauration d'une nouvelle



REMERCIEMENTS

Inauguration du Siège Social de la Banque postale du Congo à Brazzaville le 13 Février 2015

Suite à la cérémonie d'inauguration du siège de la Banque postale du Congo sis au rond-point de la Poste à Brazzaville le vendredi 13 février 2015, la Direction générale et l'ensemble du personnel de la Banque postale du Congo expriment leur gratitude et leurs remerciements à l'endroit de tous les invités qui ont bien voulu marquer de leur présence cet événement.

Le ministre du Tourisme bientôt devant la justice

La présidente de transition a levé ce week-end l'immunité du ministre du Tourisme, Romaric Vomitiadé, accusé de viol sur une mineure de 16 ans à Yaloké. Cette décision met le ministre à la disposition de la justice dans une affaire qui remonte à fin janvier.

L'état se resserre de plus en plus sur le ministre Romaric Vomitiadé. Pour la présidence, il ne faut pas perdre du temps « compte tenu de la gravité des accusations, la présidente a immédiatement instruit le Premier ministre, chef du gouvernement de la transition, de la levée de l'immunité du membre du gouvernement mis en cause pour permettre à la justice de mener les enquêtes destinées à faire toute la lumière sur cette affaire », a indiqué le communiqué de la présidence. « D'un côté nous

voulons que la justice fasse son travail pour que l'opinion soit située sur cette affaire mais de l'autre, une personnalité sur qui pèse de telle accusation, ne saurait rester au gouvernement de la République. C'est indigne et cela ne peut honorer la République ni le concerné », a confié un conseiller de la présidente Catherine Samba-Panza. L'acte reproché au membre du gouvernement remonterait à la nuit du 24 au 25 janvier 2015. De sources bien informées, l'affaire a éclaté deux semaines après parce que le

ministre n'aurait pas tenu la promesse faite aux parents. « Quand les choses se sont passées, le lendemain, les deux parties ont eu des compromis. Je ne sais pas ce que le ministre a promis mais, il avait quand même promis faire un geste mais une fois à Bangui, les parents ont attendu en vain. C'est pour cette raison qu'ils ont contacté la radio Ndéké Luka (radio des Nations unies) pour dénoncer le ministre », a confié cette source.

Dans le cercle de la présidente, plusieurs voix s'élèvent pour réclamer le départ du ministre. Mais du côté de la primature, on préfère jouer à l'apaisement. « Les choses sont encore fragiles et ce n'est

pas à la cheffe de l'État de les rendre plus fragiles encore. Le ministre est nommé parce qu'il était proposé par un groupe armé au nom de la cohabitation. Devant cette situation, nous voulons que le groupe puisse réagir afin d'éviter toute frustration inutile », a révélé un cadre de la primature.

Le ministre continue de clamer son innocence

La victime est actuellement à Bangui à la demande de la présidente Catherine Samba Panza. Elle a attesté les faits en direct sur les ondes de la radio onusienne Ndéké-Luka. Le ministre Vomitiadé rejette en bloc les faits qui lui sont reprochés. « Je ne reconnais

pas avoir posé l'acte pour lequel je suis en ce moment attaqué dans la presse », a dit Vomitiadé. Pour lui « cette accusation est politique. Mes actions ministérielles ne plaisent pas à certaines gens. C'est la politique, vous savez tout est possible. Je suis arrivé à Yaloké dans le cadre des consultations à la base. C'est ce que j'ai fait de bout en bout », a-t-il ajouté. Et ce dernier a promis saisir la justice « pour offense à ma personne ».

Jamais une affaire de ce type ne s'est produite en Centrafrique, mettant en cause un ministre en fonction. À l'état actuel, la justice peut l'interpeller à tout moment.

Fiacre Kombo

BANGUI

La plateforme politique marche pour la paix

Les leaders des partis politiques et leurs militants ont marché ce week-end pour appeler à la paix et exiger l'application intégrale des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.

Ils ont voulu par cette manifestation, dénoncer l'accord de Nairobi, l'embargo sur les armes en Centrafrique et exiger le désarmement des groupes armés avant les élections. C'est précisément quatre groupements politiques, à savoir AFDT, ACDP, CPAPS et l'UPPRN soit une trentaine de partis politiques qui ont marché ce 13 février.

Tous les leaders de la classe politique centrafricaine étaient au rendez-vous. On peut noter la présence de Martin Ziguélé, Nicolas Tiangaye, Rainaldy Sioké, Désiré Dzanga Kolingba et bien d'autres leaders. Marchant main dans la main en signe d'unité et de cohésion sociale, les politiques ont transpiré sous la chaleur pour faire entendre leur voix.

« Nous marchons pour réclamer fermement de tous les belligérants de la crise centrafricaine, le strict respect de l'Accord de Cessez-le-feu signé le 24 juillet 2014 à Brazzaville, dénoncer l'accord de cessez-le-feu parallèle de Nairobi, exiger des forces inter nationales l'application immédiate de la résolution 2149 par le désarmement forcé des groupes armés, réclamer la refondation rapide des FACA et dénoncer les méthodes terroristes de prise d'otages et raptés organisés par certains éléments Anti-Balaka », a confié le président du Mlpc Martin Ziguélé.

Nicolas Tiangaye qui était également de la partie, a décrit l'itinéraire de la marche : « nous avons quitté le pont Sica-Bois à quelques mètres du km5 et nous avons longé l'avenue Boganda, pour chuter au palais de la renaissance où un mémorandum a été remis à la présidente de la transition ».

« Non à l'accord de Nairobi ! »

Au palais de la Renaissance, l'équipe n'a pas rencontré la cheffe de l'État de transition. Les manifestants ont été reçus par le ministre d'État, Directeur de Cabinet de la présidence, Joseph Malébingui, qui a reçu le mémorandum. Il a demandé aux hommes politiques et aux militants qui les ont accompagnés d'« unir nos forces pour faire avancer le pays et retrouver le chemin de la paix ».

Plusieurs banderoles ont été conçues pour la circonstance. Sur certaines d'entre elles, on peut clairement lire : « Non à l'accord de Nairobi », « Pas de désarmement, pas d'élection », « Non à l'embargo sur les armes en Centrafrique », « Désarmement forcé, Ex-Séléka, ex-Anti-Balaka ».

Il faut noter qu'au centre-ville, la foule n'était pas bien accueillie par les commerçants et les passants qui la croisèrent. Elle était huée et recevait des messages du genre « Vous avez amené le feu et vous voulez l'éteindre », « Lorsque nous mourrons comme des mouches, où étiez-vous pour dénoncer, condamner », « Laissez-nous tranquilles » « Vous avez laissé Djotodia faire ».

C'est pour la première fois depuis le début des événements marqué par l'entrée de la Séléka à Bangui, de voir les hommes politiques sortir dans la rue pour faire publiquement des revendications.

« Les ex-Anti-Balaka ne reconnaissent que l'accord de Brazzaville », selon Arnel Sayo

Le ministre de la jeunesse et des sports, Arnel Ningatouloum Sayo a déclaré que les ex-Anti-Balaka vivent dans l'ignorance de la réalité centrafricaine. A part l'Accord de Brazzaville qu'ils citent de temps en temps, ils ne maîtrisent rien du reste du processus en cours. Il a fait cette déclaration le jour de sa reprise de fonction.

Tout en retraçant le chemin suivi peu après son kidnapping le dimanche 25 janvier 2015, Arnel Ningatouloum Sayo brosse l'état d'esprit des éléments qu'il a côtoyés. « Après mon rapt devant l'Église Christianisme Céleste, j'ai été conduit à Boy-Rab aux environs de 10h. Ensuite

j'ai été transporté hors de la capitale, précisément à 33km sur l'axe Damara dans la brousse. C'est là-bas que j'étais détenu, par les hommes de Andjilo de Bouca », a-t-il commenté.

Il a poursuivi « là-bas j'ai remarqué que les gens sont absents des réalités de Bangui. Ils connaissent l'Accord de Brazzaville mais ignorent tout du reste du processus ».

L'hypothèse de versement de rançon, exigée par les ravisseurs de Sayo n'a pas été confirmée par le membre du gouvernement qui parle plutôt de débats et d'échanges houleux avec les kidnappeurs. « Ma libération a été obtenue sans versement de rançon. Les gens sont

revenus au bon sentiment et m'ont fait savoir que je n'étais pas la personne qu'ils devaient kidnapper ».

Après la libération de l'humanitaire française Claudia Priest, un constat similaire a été fait. L'otage français avait demandé aux parents d'envoyer les enfants à l'école et au gouvernement centrafricain de créer des écoles. Selon elle, la majorité des jeunes qui l'ont enlevée, étaient peu instruits et sans éducation.

Arnel Ningatouloum Sayo a fait 16 jours de captivité avant d'être libéré. Sa première déclaration publique intervient 5 jours après sa mise en liberté.

BAMBARI

Le général Ali Daras cède les locaux du tribunal de la ville

Une partie de la communauté musulmane de la ville de Bambari se dit mécontente suite au déguerpissement de Ali Daras, un officier de la Séléka, des locaux de la cours d'appel de Bambari (centre).

Joint par le RJDH, un habitant de cette ville a fait savoir que les jeunes musulmans ont regagné les locaux du tribunal, « ils veulent faire de ce bâtiment leur site ».

« C'était hier dans les après-midi que le général Ali Daras et ces éléments ont libéré les lieux, sur instruction des forces internationales. Mais quelque temps après, une partie de la communauté musulmane qui était sous la protection de cet officier de la Séléka, ont manifesté pour protester contre cette décision qui était prise par les forces internationales », a expliqué un habitant de Bambari. Une autre source a fait savoir que les locaux du tribunal à de nouveaux locataires. « Après

leur marche d'hier soir, ce matin ils ont regagné le tribunal qu'ils ont l'intention d'en faire leur site des déplacés, car pour eux leur condition sécuritaire est devenue inquiétante et qu'ils n'ont pas de confiance aux forces internationales », a-t-il souligné.

Hamat Habdoulaye, le secrétaire générale de l'association de la jeunesse musulmane de la ville de Bambari a fait savoir que but de cette manifestation est de revendiquer le droits à la citoyenneté centrafricaine et empêcher la restauration de l'autorité de l'État dans la préfecture de la Ouaka. Selon lui, la communauté musulmane est marginalisée par le gouvernement de la transition.

Ce dernier a affirmé qu'ils ne vont pas libérer le local du tribunal de la ville de Bambari tant qu'ils n'auraient pas eu un accord avec le gouvernement de la transition. Pour le moment la ville est calme, toujours sous contrôle des forces internationales. Selon d'autres informations, le général Ali Daras aurait quitté la ville de Bambari hier soir pour une destination inconnue.

Le déguerpissement de Ali Daras intervient trois jours après celui des ex Séléka de la ville de Bria. Ces derniers ont aussi occupé les bâtiments administratifs. Ils ont été contraints de quitter ces locaux après une attaque de leur position par des éléments de la Sangaris et ceux de la Minusca.

Source : Réseau des journalistes pour les Droits de l'Homme

DONATION

Un lot de matériel aux artistes de l'École de peinture de Poto-Poto

Ce matériel a été octroyé le 14 février par l'Association pour la promotion de l'art contemporain africain (Apaca) installée sur la place de Paris (France). Il est composé des pinceaux, des palettes, des couteaux, de la peinture à huile et de la peinture acrylique (peinture à eau professionnelle).

« Ce geste va encore augmenter notre inspiration afin que chaque artiste puisse couler sa larve devant sa toile. Personne ici ne peut demeurer insensible. Ce don est une reconnaissance capitale pour cette école dont la renommée n'est plus à démontrer à travers le monde. Ce don de l'Apaca va nous permettre de titiller ce qui se passe afin que la flamme allumée par Pierre Lods éclaire nos esprits », a déclaré Gerly Mpo au nom de tous les artistes peintres de l'École de peinture de Poto-Poto. Tchicaya Balou, directeur de l'école de peinture de Poto-Poto, a lui aussi apprécié ce geste.

Expliquant ce qui a conduit l'Apaca à offrir ce don à l'École de peinture de Poto-Poto, Fridolin Nganga Mpaka, président de ladite

association, a dit qu'ils ont voulu répondre au cri de



Le matériel de peinture remis aux peintres de Poto-Poto

coeur des artistes dont les difficultés pour acquérir le matériel sont connues.

En effet, c'est depuis douze mois, c'est-à-dire en février 2014, lorsque Fridolin Nganga Mpaka, de passage à Brazzaville, a eu l'occasion de découvrir des peintures

de cette école. Et partant, il s'est dit que finalement les gens ne connaissent pas l'art africain. L'art étant un sujet très vaste, l'Apaca s'intéresse beaucoup plus à l'art plastique. Et pour ce faire, elle travaille avec tous

les artistes de la République du Congo, de la République démocratique du Congo, de l'Éthiopie, etc. D'où l'idée de rassembler tous les artistes autour d'une cérémonie et promouvoir leurs talents car il y en a qui ne sont pas visibles.

Bruno Okokana

MUSIQUE

A'Salfo lance un message à la jeunesse congolaise

Salif Traoré, autrement appelé A'Salfo, leader du groupe musical Magic System, a animé, le 16 février, une conférence de presse dans le cadre des missions qui lui sont assignées comme ambassadeur de bonne volonté (Unesco). Au cours de cet échange, il a lancé, à l'attention de la jeunesse congolaise, un appel à l'apaisement et à la cohésion.

« Je suis content d'être là. C'est aussi une manière officielle de dire que je suis au Congo. Depuis ma nomination à l'Unesco en 2012, toutes les activités que je mène individuellement ou avec le groupe Magic System sont liées à mes missions. Elles nous permettent de croiser beaucoup de personnes. Nous profitons de lancer des messages très importants. Lorsqu'on m'a nommé, la mission qui m'était assignée est celle de l'alphabétisation et de la culture de la paix », a précisé A'Salfo.

« Il est utile de rappeler que le Congo s'approche d'une échéance électorale et dans tous les pays du monde où il y a de telles échéances qui approchent, les populations sont tendues. Et c'est notre mission à l'Unesco de pouvoir lancer ce message d'apaisement et de cohésion et de parler des valeurs du vivre ensemble. »

La jeunesse au centre des politiques publiques

L'ambassadeur de Bonne volonté de l'Unesco a, entre autres, discuté avec le coordonnateur du système des Nations unies au

Congo ainsi qu'avec le ministre de l'Enseignement supérieur. « Il est vrai qu'étant ambassadeur, on lance des messages aux autorités parce qu'une jeunesse qui s'ennuie est manipulable ; il faut occuper cette jeunesse qui, pourtant, figure au cœur des différents programmes des élus lors des campagnes mais finit par être laissée pour compte. Il faut que la jeunesse soit mise au centre de leurs actions ».

A'Salfo est le chanteur principal du groupe Magic System. Les premières expériences musicales Zouglou d'Asalfo datent du début des années 90 au sein d'une bande de quartier. Dès 1996, les quatre magiciens se produisent lors des fêtes et événements locaux. À la fin du premier semestre 2000, le succès planétaire le conduit, avec son groupe, dans les salles les plus prestigieuses en France, aux Usa, en Grande Bretagne, au Japon et en Chine.

Il a été nommé ambassadeur de bonne volonté de l'Unesco en septembre 2012 par Irina Bokova, directrice générale de cette institution.

Hermione Désirée Ngoma

AVIS DE RECRUTEMENT

IMEX Group, recrute pour le compte d'une de ses filiales basée à Pointe - Noire au Congo

1: Un Responsable des Ressources Humaines.

Pré-requis / Profil :

•Formation requise :

-Niveau d'étude : bac + 4/5 en gestion des Ressources Humaines ou équivalent avec expérience en GPC

-Bonne maîtrise de l'outil Informatique (Excel, Word, Powerpoint....)

•Expérience requise :

Avoir exercé de préférence 2 ans en tant responsable RH dans une société avec activité internationale. Une connaissance en droit international du travail serait un atout.

2 : Un Contrôleur de Gestion

Pré-requis / Profil :

-Formation requise :

•Minimum BAC+4/5 en gestion, finance ou économie complétées par une formation en comptabilité analytique.

-Expérience requise :

•Avoir exercé de préférence 1 à 2 ans en tant qu'assistant contrôleur de gestion.

3 : Un Auditeur Interne

Pré-requis / Profil :

Niveau requis BAC+4/5

Formation requise

Comptabilité / Analyse Financière

Expérience requise

2 ans minimum d'expérience en tant que auditeur ou contrôleur comptable dans une entreprise ou en cabinet d'expertise Comptable

4: Un Comptable

Pré-requis / Profil :

Niveau requis BAC+4/5

Formation requise Comptabilité

Expérience requise

2 ans minimum d'expérience en tant que comptable ou contrôleur comptable dans une entreprise ou en cabinet d'expertise Comptable

5 : Une Secrétaire Bilingue

Profil :

Avoir une expérience professionnelle en secrétariat d'au moins 2 ans

- Niveau d'étude : Bac+2 ou équivalent

- Excellente maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel...)

- Langues : Français et anglais

Merci de fournir le CV et la lettre de motivation au plus tard le 28 Février 2015 par mail à l'adresse suivante :

imexgroupecrutement@yangoo.net

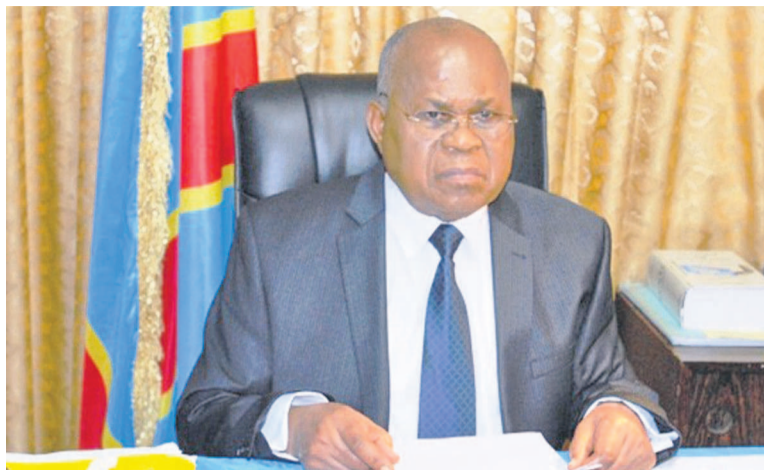
PROCESSUS ÉLECTORAL

L'UDPS réitère son appel au consensus

Le parti politique dit ne pas apercevoir des responsabilités engagées de la part de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) dans le calendrier publié, qui « ressemble fort à une manœuvre dilatoire qu'à une véritable planification réaliste ».

Dans une réaction sur la publication du calendrier électoral par la Céni, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), dans un communiqué publié le week-end dernier et signé par son secrétaire général, Bruno Mavungu, a relevé son insatisfaction face à ce document qui devrait donner le déclic du processus électoral. La formation politique a notamment dénoncé le non-respect du délai constitutionnel, qui exige la convocation du scrutin présidentiel quatre-vingt dix jours avant l'expiration du mandat du président en exercice.

Pour le parti d'Étienne Tshisekedi, l'agencement de ce calendrier ne tient pas compte des préalables requis pour l'organisation des élections locales, municipales et urbaines crédibles et transparentes dans le délai requis. L'UDPS voit également en la priorité accordée à l'organisation de ces élections à la base, contrairement aux précédentes éditions de 2006 et 2001, « un agenda caché et une tentative de déboucher sur un cas de force majeure qui



Le président de l'UDPS, Étienne Tshisekedi

permettrait de retarder l'élection primordiale, la présidentielle, qui conditionne la paix sociale et la stabilité du pays ». Par contre, cette formation politique pense aussi que l'évaluation budgétaire avancée, qui passe au double des prévisions antérieures, est une interpellation et cacherait un piège. « Compte tenu des réalités du pays, il est dès lors logique de se demander si un montant aussi important pourra être mobilisé, par le même gouvernement, pour l'organisation des élections dans le délai constitutionnel », a souligné ce parti politique.

Un déficit de préparation

Pour l'UDPS, les contraintes énoncées par la Céni reflètent un sérieux déficit de préparation de ces élections de la part du gouvernement, qui a eu trois ans pour

ce faire, qui trahirait des desseins cachés notamment le glissement dénoncé par plusieurs organisations. Dans cet exercice, l'UDPS, notant d'une manière générale que les contraintes qui ont émaillé la publication de la Céni, dit vouloir éviter des erreurs commises notamment lors de l'édition de 2011. Ce qui l'a conduit à conseiller l'organisation de ce processus de manière consensuelle.

Il est rappelé que cette formation politique, dont le président, Étienne Tshisekedi, a aussi prêté serment en 2011, en son domicile de Limete, comme chef de l'État, a continué à réclamer le dialogue afin de lui permettre de « recouvrer l'impérialisme du pouvoir » alors que ce mandat, qu'il n'a jamais exercé, devrait déjà prendre fin l'année prochaine.

Lucien Dianzenza

DROIT DE L'ENFANT

L'Unicef s'investit dans la prévention de l'enrôlement des enfants dans les groupes armés

L'enrôlement et le recrutement des enfants dans les forces et groupes armés constitue une violation des droits de l'enfant tel que stipule la convention relative aux droits de l'enfant. L'Unicef qui milite pour la défense, la promotion et la protection des droits des enfants à travers le monde s'investit pour lutter contre leur utilisation dans les forces et groupes armés.

À travers ses partenaires, l'Unicef est engagé, dans la sensibilisation

enfants qui sont parvenus à sortir des groupes armés. Ensemble, ils assurent la vérification des enfants et leur prise en charge dans les centres de transit et d'orientation ou dans les familles d'accueil transitoire avec des activités récréatives et psychosociales. L'Unicef participe enfin à la recherche familiale ainsi qu'à la réinsertion des enfants dans la société à travers des programmes de rattrapage scolaire ou de formation professionnelle. Dans le cadre du processus de démobilisation et réinsertion des enfants associés aux forces et groupes armés,



La place d'un enfant n'est pas dans les forces ou groupes armés

pour prévenir l'enrôlement et l'utilisation des enfants au sein des forces et groupes armés. Cette sensibilisation passe notamment par l'implication des volontaires communautaires et la mise en place de points d'écoute et d'espaces des amis des enfants; au sein des communautés. L'Unicef met également en œuvre, grâce à ses partenaires, des programmes de soutien aux

4 479 enfants ont été sortis des groupes armés puis pris en charge par l'Unicef et ses partenaires en 2014. Depuis 2002, plus de 50 000 enfants sortis des forces et groupes armés ont été assistés, dont 80% au Nord et Sud-Kivu et en Province Orientale.

La majorité des enfants, souligne un communiqué de l'Unicef, pris en charge sont des garçons. Quant aux filles, elles ne représentent que 16%. Elles sont donc moins visibles mais pourtant plus affectées par cette violence dont les forces et groupes armés font preuve à leur égard. Elles nécessitent donc une attention particulière, plaide l'Unicef.

Aline Nzuzi

AGRO-INDUSTRIE

Les industriels sollicités pour développer Bukanga Lonzo

La septième réunion de la Troïka stratégique de l'exercice 2015, le 16 février, a eu comme point crucial l'instruction faite au ministère de l'Économie d'impliquer les opérateurs économiques désireux de développer des petites industries capables de s'intégrer dans les chaînes de valeur prévues.



Une vue du Parc agro-industriel de Bukanga Lonzo

Le Parc agro-industriel de Bukanga Lonzo dans le Bandundu reste ainsi un grand projet de relance de l'agriculture tant au niveau domestique qu'industriel en RDC. Et ce message fort intervient au moment où les premières récoltes sont prévues au courant du deuxième trimestre de l'année 2015. D'ailleurs, peut-on lire sur le communiqué final sanctionnant la réunion, le Premier ministre, Augustin Matata Ponyo, est allé s'enquérir de la situation du parc en conduisant une mission sur place. C'est justement au terme de cette mission que la décision d'impliquer les industriels a été finalement prise. Pour l'heure, Augustin Matata salue l'opérationnalité du parc agro-industriel qui est, il faut le rappeler, en pleine phase de semis de différentes spéculations.

Laurent Essolomwa

DÉSARMEMENT DES FDLR

Les Fardc et la Monusco aux antipodes

Recevant dimanche les ambassadeurs chefs des missions diplomatiques accrédités à Kinshasa, le président Joseph Kabila leur a rappelé qu'aujourd'hui, personne ne pouvait donner des leçons aux forces de défense et de sécurité de la RDC sur les meilleurs voies et moyens d'en découdre avec les rebelles hutus rwandais.

Rien ne va plus entre le gouvernement congolais et la Monusco. Un froid glacial caractérise aujourd'hui les rapports entre les deux partenaires depuis que le commandement militaire des Fardc a décidé du maintien des généraux Sikabwe et Mandevu promu à la tête des opérations de désarmement forcé des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) contre le gré des instances onusiennes. Pour l'ONU, en effet, les deux officiers supérieurs concernés sont auteurs de nombreux abus de violation de droits de l'Homme et? par conséquent, sont inéligibles au commandement des opérations de désarmement forcé des FDLR. Recevant le 15 février au Palais de la Nation une vingtaine d'ambassadeurs chefs des missions diplomatiques des principaux partenaires de la RDC ainsi que le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies à Kinshasa et chef de la Monusco, Joseph Kabila a réitéré le refus de la RDC d'acquiescer à la requête de l'ONU concernant les deux généraux précités. Restituant hier devant la presse cette rencontre, le porte-parole du gouvernement a laissé entendre que le chef de l'État était surpris de cette position de l'ONU, d'autant plus qu'il s'agissait là d'un acte souverain de nomination d'officiers généraux des Fardc qu'il avait posé en toute responsabilité

conformément à la Constitution et aux lois en vigueur en RDC. « Comme si pour nommer aux emplois militaires, le président de la RDC était tenu de requérir l'aval des Nations unies », a commenté Lambert Mende. Et d'ajouter que Joseph Kabila, en sa qualité de commandant suprême des forces armées, a confirmé que ni lui-même, ni son gouvernement n'ont reçu de la Monusco aucun dossier susceptible de certifier les griefs mis à charge de deux généraux. Bien plus, a-t-il fait savoir, les intéressés ont eu très récemment à participer à des opérations conjointes avec la Monusco, sans que ne soit évoquée une quelconque raison de les considérer comme infréquentables.

« La RDC est à ce jour le pays qui a le plus à gagner au désarmement ou à l'éradication des FDLR qui ont causé d'énormes dégâts humains et matériels à notre pays et à son peuple », a martelé Lambert Mende. D'où l'option arrêtée par les Fardc de mener seules cette opération de désarmement des rebelles hutus rwandais sans l'apport de la Monusco. De toute façon, ce ne sera pas la première fois que les forces régulières prennent le devant d'une opération militaire contre les forces négatives. Il a été rappelé qu'en lieu et place des négociations prônées entre 2012 et 2013 par la



Des éléments de la Monusco au front

Monusco avec le M23 et les ADF/Nalu, les Fardc avaient unilatéralement lancé l'offensive contre ces groupes armés, réservant une fin de non recevoir aux requêtes onusiennes.

C'est seulement longtemps après le déclenchement des opérations militaires par les seules Fardc que la force Monusco s'y est associée pour apporter un appui logistique et en ravitaillant. Dans le cas d'espèce, la RDC a décidé d'y aller seule dans la traque des FDLR. En renonçant à l'appui qui était attendu de la Monusco pour les opérations de désarmement forcé des rebelles hutus rwandais, Joseph Kabila aurait exprimé, d'après Lambert Mende, sa volonté de « préserver la souveraineté de la RDC ». Et contrairement à ce qui est distillé dans l'opinion, a-t-il indiqué, « ces opérations qui ont bel et bien commencé vont être poursuivies jusqu'à une bonne fin par les seules Fardc ».

Alain Diasso

PROVINCE DE L'ÉQUATEUR

Une mission d'inventaire forestier sur le carbone

L'exercice rentre dans le cadre de la surveillance des forêts dans laquelle le pays s'est engagé depuis plusieurs années déjà, afin de connaître les ressources forestières du pays et l'évaluation des quantités de stock de carbone dans lesdites forêts, en vue de leur gestion durable.

Une délégation du ministère national de l'Environnement s'est rendue en mission d'inventaire forestier en rapport avec le carbone dans la province de l'Équateur. Selon l'Agence congolaise de presse qui relaie cette information, la première manche de cette mission commence à Bikoro, chef-lieu du territoire qui porte le même nom, district de l'Équateur, dans la partie-sud de cette entité administrative.

S'appuyant sur les explications fournies par le chef de Division de l'aménagement forestier (Diaf), André Kodjo, qui conduit cette mission, la source a noté qu'il était nécessaire de déterminer la biomasse et la dimension de la forêt équatoriale, dans cette province qui dispose d'un espace étendu de forêt en RDC.

Soulignant l'importance de cet exercice qui rentre dans le cadre de la préservation des forêts ou de la gestion durable des écosystèmes forestiers, André Kodjo a indiqué, à l'issue de l'audience accordée à cette équipe par le gouverneur intérimaire de la province de l'Équateur, Sébastien Impeto Pengo, que tout arbre qui tombe pourrait ou brûle, dégage un gaz dénommé dioxyde de carbone.



Des équipes de la Diaf en pleine campagne dans le Bandundu

Celui-ci, a-t-il admis, est dangereux pour la respiration et entraîne le réchauffement de la planète. La RDC, note-t-on, poursuit le travail de développement de la SNSF à travers ses trois piliers déjà opérationnels au sein du ministère en charge du secteur dont le système de surveillance des terres par satellite (SSTS), l'inventaire forestier national (IFN), l'inventaire des gaz à effets de serre (I-GES).

Dans le cadre de cette gestion durable des ressources forestières du pays, d'autres missions de cette division du ministère de l'Environnement appuyées par la coopération japonaise et la FAO, à travers le projet régional de la Comifa, se rendent régulièrement dans la province du Bandundu afin de procéder à l'inventaire forestier dans cette partie du pays. Ces travaux effectués par les experts ont, jusque là, donné des résultats encourageant pour le pays

et son partenaire, le Japon, ainsi que pour toute l'humanité dont les bénéfices sont énormes dans cette gestion responsable des forêts. Dans cet exercice, les experts travaillent à la recherche du point centre pour établir et la délimitation des parcelles à l'endroit recommandé. Ils procèdent également au recensement des essences forestières et à leur identification pour connaître la quantité par espèces d'arbres et la richesse de ces forêts. Ils mesurent des arbres morts et prélèvent des échantillons, pour connaître leur durée et déterminer la fertilité ainsi que la résistance du sol.

En même temps, cet exercice s'attelle aussi aux activités d'enquête socioéconomique et faunique, afin de connaître les différentes espèces animales encore existantes pour orienter et réaliser des projets de développement des communautés.

Lucien Dianzenza

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Les diplomates accrédités à Kinshasa se font remonter les bretelles

« L'État congolais n'a jamais et n'aura jamais vocation à être cogéré avec un club de diplomates », a martelé à leur intention le président Joseph Kabila au cours d'une réception dimanche au Palais de la Nation.

Lair grave, Joseph Kabila n'a pas eu sa langue en poche le 15 février lorsqu'il recevait les diplomates accrédités à Kinshasa. L'occasion était belle pour remettre la pendule à l'heure et recadrer certaines choses par rapport à la mission qui leur est dévolue. Tout en exprimant sa gratitude envers des pays amis qui ont versé le sang de leurs enfants aux côtés des Fardc dans les efforts de pacification de l'est de la RDC, Joseph Kabila a tenu, par ailleurs, à réprimander les attitudes d'ingérence affichées par d'autres via leurs diplomates. Au cours de cette mise au point, Joseph Kabila a prié instamment

Dans sa restitution de cette mise au point, Lambert Mende a indiqué qu'elle a été faite « en toute amitié car la RDC comprend bien la nécessité et l'utilité de ses relations avec ses partenaires ». Il a donc fallu ramener à la surface le principe universel en vertu duquel seules les institutions politiques légitimes auprès desquelles ils sont accrédités ont la charge des affaires de l'État congolais. « L'État congolais n'a jamais et n'aura jamais vocation à être cogéré avec un club de diplomates », a martelé, à cette occasion, le président Joseph Kabila cité par Lambert Mende. Et d'ajouter qu'il a été rappelé que les interlocuteurs des diplomates dans un pays sont institutionnels et non des entités privées. Allusion faite sans doute aux connections entre l'opposition congolaise et certaines chancelleries occidentales muées en porte-voix de leurs revendications. « Un diplomate ne peut,

en aucune manière, se considérer d'une façon ou d'une autre comme acteur ou protagoniste dans un débat de politique intérieure, ce privilège étant réservé aux seuls nationaux », dit Joseph Kabila. Notons que depuis l'année dernière, c'est la troisième



Dominique Struye, ambassadeur de la Belgique en RDC

ses interlocuteurs « de cesser de considérer la RDC comme un pays conquis ou une sorte de Far West où tout est permis ».

fait Joseph Kabila dans ce sens espérant que, cette fois-ci, la leçon a été bien assimilée.

Alain Diasso

AFRICA BEST PRACTICES FORUM

200 décideurs attendus à Lomé

La première édition de cet événement est prévue du 26 au 27 février et sera exclusivement consacré à l'amélioration du cadre et de l'environnement des affaires en Afrique, avec l'appui de la Banque mondiale et de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD).

L'Africa Best Practices Forum est organisé par la banque panafricaine Ecobank, le cabinet de recrutement AfricSearch et la société Ellipse Communication. L'événement se veut à la fois un espace d'échanges et une plateforme d'affaires réunissant experts africains et internationaux, responsables de l'administration publique et politiques, dirigeants du secteur privé et acteurs sociaux en vue de partager leurs expériences en matière de réformes qui permettent de stimuler la croissance et l'emploi. « Ce forum sera un lieu d'échanges pour les décideurs des secteurs public et privé en Afrique. Il permettra d'approfondir un dialogue plus que jamais nécessaire pour la diffusion des bonnes pratiques », affirme Didier Acouetey, fon-

dateur du cabinet de recrutement AfricSearch. Les sujets abordés seront notamment liés à l'assainissement du cadre juridique et administratif, la modernisation de l'administration, la création d'un environnement favorable au développement du secteur privé et l'intégration des instruments multilatéraux. Une session spéciale sera notamment consacrée aux réformes innovantes. Une table ronde permettra d'analyser les différents modèles qui ont fait leurs preuves à travers le monde. Enfin, une session sera dédiée aux nouveaux modes de financement : Partenariat public-privé (PPP), marchés financiers, private equity... « Le niveau des investissements étant tributaire des réformes entreprises par les États en Afrique, il est urgent d'accélérer ces réformes pour favoriser les mutations socio-économiques, avec le secteur privé comme levier », explique Arsène Johnson, promoteur du forum.

Quid de bonnes pratiques ?

Les meilleures pratiques, expliquent les organisateurs, sont un ensemble de méthodes et de

techniques qui ont prouvé leur efficacité ailleurs dans le monde (droit des affaires et du commerce, fiscalité, stabilité juridique...) et constituent l'un des leviers de changement les plus puissants. « L'Afrique a connu d'immenses progrès sur un plan économique sur la dernière décennie. Six des dix économies ayant le plus fort taux de croissance sont en Afrique et près de 10% des investissements directs étrangers mondiaux ont été dirigés vers le continent. Grâce à une politique d'assainissement de l'environnement macro-économique et aux réformes socio-politiques, deux tiers des économies africaines ont connu une amélioration du climat des affaires, selon la Banque mondiale, dans le classement Doing business 2015. Parmi les dix économies ayant le plus progressé depuis l'édition précédente de ce document qui mesure la facilité de faire des affaires dans 189 pays, cinq sont africaines. » Cependant, précise-t-on, l'Afrique doit relever encore de nombreux défis pour prolonger et consolider cette trajectoire.

Patrick Kianimi

SANTÉ

Un grand centre moderne d'achat de médicaments bientôt construit à Kisangani

La construction de ce centre vise à remédier aux insuffisances d'entreposage de médicaments au sein de la centrale d'achat de médicaments essentiels de Kisangani (Camekis).

Le centre qui sera bientôt construit remplira les conditions et les normes aussi bien nationales qu'internationales, tout en tenant compte de la capacité des médicaments pour approvisionner la division provinciale de la santé de la TShopo.

Selon la ministre provinciale en charge de la santé publique, Jeanne Alasha citée par l'agence congolaise de presse qui a livré cette information, un terrain où sera érigé ce centre a été déjà identifié. Toutefois, regrette-t-elle, la quasi-totalité de partenaires qui pourtant stockent leurs médicaments dans les dépôts de la Camekis ne contribuent pas beaucoup au frais de fonctionnement pour permettre à cette centrale d'être financièrement autonome alors qu'elle traverse des moments difficiles. Parlant des difficultés auxquelles est confrontée la centrale, le président du conseil d'administration de la Camekis, le Dr Jean Musafiri, cite des difficultés d'ordre opérationnel. Cela est dû à la limitation du volume du stockage de médicaments parce que, fait-il savoir, sa structure ne dispose que de trois dépôts par rapport à l'ampleur de sollicitations de partenaires qui viennent stocker leurs médicaments à la Camekis. En sus des difficultés opérationnelles, il faut aussi prendre en compte des difficultés financières.

À ce sujet le Dr Musafiri explique: « La centrale est obligée de se prendre en charge. Ce qui implique aussi l'apport de ses partenaires qui alimentent les centres de santé de la ville en médicament. Malheureusement ceux-ci, quoique qu'ils entreposent leurs intrants à la Camekis, la seule structure où les conditions sont réunies, ne payent pas à temps ».

Aline Nzuzi

PEUPLES AUTOCHTONES

L'Ecdc entend améliorer les conditions de vie

Améliorer les conditions de vie des peuples autochtones est une question qui se pose avec acuité. Cette préoccupation a donné lieu à la création de l'espace chantier pour le développement communautaire (Ecdc), une ONG dont l'objectif est d'assurer le bien-être de ces peuples marginalisés.

L'Ecdc est une ONG dont la vocation est d'œuvrer en faveur des plus faibles entre les faibles, c'est à dire, les autochtones, un peuple sans défense qui souvent reste victime d'expulsions et de maltraitance de la part des bantous.

Créée, il y a de cela deux mois, cette ONG a pour objectif d'améliorer la vie des peuples autochtones mais également les conditions de santé des populations des villages congolais. À peine créée, l'Ecdc a déjà repertorié plusieurs familles autochtones dans les différents départements du pays, notamment dans le Pool, dans la Bouenza, dans le Niari et dans le Kouilou plus précisément à Kakamoeka, à Nkola et à Youbi où le nombre estimé est à plus de 1800 personnes. Il faut dire que sa présidente, Viviane Riou est une personne bien connue dans le milieu autochtone. Considérée comme la « mère Teresa », Viviane Riou est une femme batante et courageuse qui s'est souvent penchée sur les enfants et femmes autochtones en état critique afin de leur



Viviane Riou crédit / photo «ADIAC»

rendre une lueur d'espoir.

Pour cette femme de couleur blanche, les autochtones sont les premiers habitants depuis 2500 ans « ces peuples méritent d'être assistés, car non seulement ils vivent dans la forêt, un monde où toutes les misères s'y donnent rendez-vous, mais parce qu'ils sont des personnes à part entière », a-t-elle dit.

Hugues Prosper Mabonzo

TÉLÉPHONIE MOBILE

Jean Claude Mabiala lance un énième coup de gueule contre l'ARPCE

Suite aux mauvais services fournis ces derniers temps par les opérateurs de téléphonie mobile, Jean Claude Mabiala, président de l'association de défense des droits des consommateurs du Congo (ADDCC) demande à l'agence de régulation des Postes et des communications électroniques (ARPCE) de prendre ses responsabilités.

Selon Jean Claude Mabiala, les services fournis par les opérateurs de téléphonie mobile ces derniers temps sont loin de satisfaire les consommateurs souvent abusivement lésés sans qu'aucun dédommagement ne soit fait en leur faveur. Des réseaux complètement saturés, des appels émis qui, pour la plupart du temps échouent sans raison apparente, des lignes complètement défectueuses et des crédits de téléphonie qui s'épuisent inexplicablement, Jean Claude Mabiala estime que les dommages subis par les abonnés sont multiples et les pertes inestimables.

L'on se souvient qu'il y a un an, à la suite des sanctions financières infligées par l'Arpce aux sociétés Airtel et MTN pour leurs mauvais services, Jean Claude Mabiala avait réagi vigoureusement trouvant ces sanctions insuffisantes « Il y a un an, en compensation des désagréments, nous demandions des bonus et des crédits gratuits en appli-



Jean Claude Mabiala / crédit photo «ADIAC»

cation du principe qu'un préjudice causé doit être impérativement réparé. Aujourd'hui, nous constatons que rien n'a changé et la situation ne fait que s'empirer. Certes, les 2 milliards FCFA d'amende représentant le 1% du chiffre d'affaires des sociétés Airtel et MTN ont été versés au Trésor public mais en retour le consommateur lésé ne bénéficie rien comme réparation » a-t-il renchéri. L'ADDCC se réserve le droit d'adresser à l'ARPCE si la situation persiste une lettre ouverte avec la signature des différents consommateurs lésés a-t-il conclu.

Hervé Brice Mampouya

HOMMAGE À SONY LABOU TANSI À PARIS

Des écrivains évoquent l'illustre écrivain congolais

Pour clôturer la semaine de représentations de la pièce « Sony Congo ou la chouette petite vie bien osée de Sony Labou Tansi » au théâtre parisien Le Tarmac, Henri Lopes et Emmanuel Dongala ont évoqué le souvenir de l'illustre plume congolaise qui a quitté cette terre, il y a 25 ans.

À ces évocations, il faut ajouter les témoignages vidéos du romancier Alain Mabanckou, du dramaturge Dieudonné Niangouna ainsi que du cinéaste et écrivain Léandre Alain Baker. Une rencontre animée par Bernard Magnier le 14 février.

Au Congo, les morts ne sont jamais morts et l'ombre de Sony Labou Tansi, poète, dramaturge et romancier majeur planait dans le Théâtre du Tarmac, samedi après-midi. La scène de ce théâtre parisien est devenue pour la circonstance un coin de parcelle où l'on évoquait avec tendresse, et souvent dans les rires, souvenirs et anecdotes sur le défunt.

Sony, c'était un « grand du quartier », vivant humblement

Exerçant la profession d'enseignant à Pointe-Noire, Sony Labou Tansi, bien qu'ayant déjà gagné quelques prix, était pour Léandre Alain Baker, alors adolescent de 12-13 ans, un simple grand-frère du quartier, qui avait chez lui des cahiers d'écoliers noircis de divers textes. « Ce n'est qu'après la sortie de La vie et demie (*en 1979 NDLR), que j'ai su

ce qu'il représentait pour la littérature congolaise », confesse-t-il. Résidant plus tard à Brazzaville, Henri Lopes se souvient d'une première rencontre au domicile de l'auteur, dans le très populaire quartier de Ouenze-Manzanza : « J'ai trouvé quelqu'un assis sur un tabouret et écrivant sur une simple table en bois ». Alain Mabanckou : « La première fois que je l'ai rencontré, il était en pleine partie de volley-ball avec les petits du quartier. Il l'a interrompue pour me recevoir à son domicile ». Ce domicile était quelque peu singulier. « Il habitait une maison en planches à laquelle on accédait en passant par une petite forêt. Il y avait partout des bougies, des calebasses et des exemplaires de Gabriel Garcia Marquez. On aurait dit une parcelle de « corbeaux » témoignent, suscitant l'hilarité des Congolais présents dans la salle du Théâtre du Tarmac, Dieudonné Niangouna et Alain Mabanckou. Pour Emmanuel Dongala, qui fut très proche, s'il n'était pas Matsouaniste, Sony Labou Tansi avait en effet une « mystique très ancrée dans la mémoire Kongo ». Propos appuyé par Henri Lopes : « Sony était un homme d'action à sa manière mais dans la mystique ».

Sony : un géant, une figure tutélaire de la littérature, écrasante, voire intimidante

« Dans les années 1980, après sa publication au Seuil, La vie et demie circulait sous le manteau. Tous



Emmanuel Dongala (à gauche), Bernard Magnier (au centre) et Henri Lopes (à droite) évoquent la mémoire de Sony Labou Tansi au Théâtre du Tarmac à Paris. ©ADIAC

les jeunes qui aspiraient à devenir écrivains devaient passer par Sony », se souvient Alain Mabanckou. Une influence qui se poursuit jusqu'à ce jour raconte Dieudonné Niangouna pour qui « c'est comme une forme d'initiation, il faut lire Sony quand on commence le théâtre. » Mais ce poids porte également un côté un peu néfaste selon Henri Lopes et Emmanuel Dongala. « Il y a beaucoup d'épignes de Sony qui essayent de « refaire du Sony ». Ils ont tort », déplore l'ambassadeur-écrivain. Analyse confirmée par Emmanuel Dongala : « Sony est unique. De nombreux de jeunes, voulaient « faire du Sony » et ne sont pas parvenus à le « tuer ».

« Bouleversement des codes » pour Léandre-Alain Baker, « apport de

quelque chose de nouveau dans la langue », selon Emmanuel Dongala, « force du langage et nouvelle manière d'occuper l'espace ». Quant Alain Mabanckou pense que le talent et l'influence sur la production littéraire congolaise de Sony Labou Tansi est décisive. À la manière d'un Socrate, Sony Labou Tansi était également un accoucheur, une école de maïeutique de l'écriture. Dieudonné Niangouna : « Il y a chez Sony toute une cosmogonie de l'écriture qui mène à la libération de soi, à la naissance de soi, il faut s'accoucher soi-même, se porter, porter son écriture ». « Agitateur de la conscience de la jeunesse », pour reprendre le mot de Léandre-Alain Baker, Sony Labou Tansi a également été attiré par la politique. « Il a rejoint les rangs du

MCDDI de Kolelas et a réussi l'exploit de se faire élire député sans faire de campagne. Mais il n'allait en séance et envoyait quelqu'un récolter ses jetons de présence », témoigne Henri Lopes.

C'était l'époque où l'on parlait de la dictature du SOMADO, contraction des noms des directeurs de troupe qui trustaient le devant de la scène théâtrale congolaise de l'époque : Sony, Matondo et Dongala. Ils étaient à la tête respectivement du Rocado Théâtre, de la Troupe artistique Ngounga et du théâtre de l'Éclair. Bien qu'en compétition, les uns assistaient aux répétitions des autres. C'était aussi l'époque de la censure communiste dont les écrivains se jouaient, parfois avec humour. Malicieux, Sony Labou Tansi a ainsi infligé à un agent de la sécurité d'État, venu espionner une séance de répétition, la laborieuse répétition par l'un de ses acteurs d'un unique mouvement de scène : se lever d'une chaise, traverser la scène et revenir à son point de départ et ce, pendant une heure. L'histoire ne dit pas s'il a suscité une vocation théâtrale chez le barbouze. L'année de commémoration en l'honneur de Sony Labou Tansi va se poursuivre tout au long de l'année 2015 avec des rééditions de ses textes, des expositions, des lectures, etc. « L'art continue sa route, il conspuie les modes et il aura le dernier mot ».

Rose-Marie Bouboutou

FOOTBALL

Rihan Hussein, nouveau président de l'AS cheminots

Un mois après la démission d'Alexis Ndinga à la tête de la section football de l'AS Cheminots, le président général du club, Fidel Yengo Mambou a présenté le 15 février à la famille des cheminots, des représentants de la ligue de football, des autres clubs de la place et de la presse sportive, le nouveau gouverneur du football du Chemin de Fer Congo Océan (CFCO), Rihan Hussein

Le nouveau président a été présenté au cours d'une réunion convoquée essentiellement pour pallier la situation de crise que connaît la section football de Cheminots depuis un mois. Rihan Hussein présidera aux destinées de l'AS Cheminots dans un comité ad hoc jusqu'à la tenue de l'assemblée générale prévue en décembre 2015, a indiqué Fidel Yengo Mambou. Il sera entouré d'un groupe de personnes qui sera présenté en mars.

« Depuis le 15 janvier 2015, le président élu à l'assemblée générale du 25 janvier 2012, Alexis Ndinga, nous a présenté sa démission pour des convenances personnelles a-t-il indiqué dans sa note de démission. Les multiples tentatives de conciliation

entretenues dans l'intervalle n'ont pas permis de le ramener aux bons sentiments. Fort de cette situation qui impacte lourdement sur le fonctionnement de la section, les résultats au championnat national de football qui se joue le montre bien en évidence, nous avons décidé de pallier ce problème qui risque d'amener l'équipe à la rélegation », a-t-il souligné.

Fidel Yengo a rappelé que l'AS Cheminots est créée entre 1952-1953 avec l'ouverture du Centre de formation professionnelle du CFCO. C'est à partir de 1956 que l'AS Cheminots s'est muée en un réel club de football qui va prendre part au championnat de la ville de Pointe-Noire avec pour adversaire principal l'équipe d'Association sportive ponténégrine (ASP) qui était composée en grande partie des expatriés, membres de



Rihan Hussein reçoit l'étendard de l'AS Cheminots des mains du président général «adiac»

la coopération française. « C'est donc une responsabilité historique en parlant du CFCO vis-à-vis du club auquel au fil des années s'est greffé d'autres sections notamment, le handball, le basket-ball, le volley-ball, le cyclisme qui ont connu quelques années de gloire notamment avec la participation à certaines compétitions africaines et internationales », a-t-il dit. L'AS Che-

minots est resté l'unique équipe d'entreprise à Pointe-Noire après la disparition d'Elecsport, Petrosport et autres, il ne nous est pas permis de voir sombrer ce club. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, nous vous avons invité pour vous présenter un fils de ce pays d'origine libanaise, mais congolais de naissance, Rihan Hussein est déjà président de Nathalys, club de deuxième division qui se propose de tout son cœur de prendre en charge les reines de la section football de l'AS Cheminots à la suite de la démission du président Alexis Ndinga. Fidel Yengo Mambou a, par ailleurs, remercié la direction générale du CFCO pour le soutien multiforme et a sollicité que celui-ci se perpétue afin que l'étendard de l'AS Cheminots continue à flotter au niveau du sport congolais.

Nos ambitions sont pour que Cheminots ne joue pas les derniers rôles

Après sa présentation, Rihan Hussein, a sollicité le soutien de tous les cheminots pour mener à bien sa mission. « C'est un honneur et un privilège pour moi de prendre la parole en ce moment plus particulier de l'histoire de l'équipe de l'AS Cheminots sec-

tion football. C'est une lourde charge et une responsabilité de diriger Cheminots quand on sait dans quelle condition cette équipe se trouve. Mais, la passion que nous avons pour le sport si non pour le football nous pousse aujourd'hui de la remettre sur rails. L'équipe ne doit pas être la propriété d'un seul homme, au contraire, elle appartient à nous tous. Ensemble nous constituons nos efforts pour écrire l'histoire de notre équipe ».

Selon lui, la reconstruction de l'équipe devrait conduire avant tout à sa dotation des moyens nécessaires qui proviendront de la direction générale du CFCO, de la subvention de l'Etat et des maigres moyens dont elle dispose. Elle doit se passer à tous les niveaux, en commençant par la mise en place d'un staff technique plus aguerrit, d'un bureau du sous comité du club et surtout d'un travail d'éducation des supporters car, « Nos ambitions sont pour que Cheminots ne joue pas les derniers rôles mais, avoir pour les années à venir, une équipe la plus compétitive et prétendre à un titre ». Rihan Hussein a enfin remercié la direction de CFCO pour la confiance qu'elle lui a fait en lui confiant les rênes de l'AS Cheminots.

Charlem Léa Legnoki

PUBLICATION

Le roman Manuscrit de bonheur brûlé d'Hugues Éta est sur le marché

Parue en janvier dernier, la nouvelle œuvre de l'écrivain et poète congolais Hugues Éta a été éditée par la maison Doxa éditions de France. Manuscrit de bonheur brûlé c'est l'histoire du jeune enseignant Ékabela, (personnage principal) consciencieux et dévoué qui finit par se dépraver dans son métier pour pouvoir mieux gagner sa vie.

Qu'advient-il lorsque ceux qui doivent faire notre éducation manquent cruellement d'éthique, lorsque, faute de mieux, un précepteur se métamorphose en fripon ? Ce sont là les questions que se pose l'écrivain. Dans un style narrateur et simple, Hugues Éta qui, s'est inspiré de sa vie professionnelle d'enseignant, peint sur 104 pages les déboires d'Ékabela, licencié en anglais et converti en professeur de français.

Diplômé sans emploi et méprisé par sa famille, Ékabela décide de se battre pour avoir une vie décente. Il ouvre un centre d'alphabétisation chez lui et prend son travail d'enseignant au sérieux, même si cela ne lui rapporte pas grand-chose. Le destin fait qu'il soit recruté dans deux écoles privées et dans un centre de formation professionnelle comme professeur de français. Trois emplois qu'il cumule pour pouvoir arrondir les fins de mois, mais sa situation ne s'améliore pas, ses salaires restant maigres quoiqu'il ait de nombreuses heures de travail par jour.

« Il appartient d'abord à une nation de traiter ses enseignants desquels son avenir dépend indubitablement. Une nation qui n'a pas de considération pour les enseignants marchera clopin-clopant vers sa destinée », dit le narrateur à la page 60. Victime du mauvais traitement et du mépris de ses employeurs (qui ne pensent qu'à leur gain allant jusqu'à recruter des enseignants analphabètes) et des parents d'élèves, Ékabela, professeur consciencieux et dévoué, va au fil du temps perdre ses qualités et se laisser dépraver. Il cède à la corruption et aux antivaleurs, foulant aux pieds l'éthique. S'enchaînent alors la vente des notes aux élèves accrochés à la facilité, les notes sexuellement transmissibles, la manipulation de l'enseignant par les fils à papa, les pots de vin, des rencontres dans des bistros avec des élèves...

« Visiter les écoles aujourd'hui fait prendre conscience de l'état de santé et du devenir du pays. C'est aussi comprendre la direction vers laquelle roule, à tombeau ouvert, le véhicule de la Nation. Les élèves s'affectionnent pour la pacotille. Ils aiment la facilité et ont la boulimie des héritages mal façonnés », peut-on lire à la page 35. comme certains de ses collègues, Ékabela censé transmettre le savoir, éduquer et encadrer la jeunesse a cessé d'être un modèle. « L'enseignant inspirait le respect.



Éta lors de la présentation du livre au centre culturel JBTL

À travers son comportement se lisait la pédagogie. Son apparence seule était un enseignement. Mais depuis que l'enseignant s'est familiarisé avec l'élève, tout est à terre (...) l'école est agonisante », (page 41). Manuscrit de bonheur brûlé qui sonne comme un plaidoyer pour un retour à l'éthique dans un système éducatif devenu défaillant est un récit intéressant teinté d'humour qui donne l'envie au lecteur de connaître la suite. D'ailleurs, lors de sa présentation le 6 février au centre culturel Jean Baptiste Tati Loutard (JBTL) de

Pointe-Noire où Hugues Éta a été l'invité du mois, Joseph Ona Sandjo, critique littéraire, a estimé que Manuscrit de bonheur brûlé est un livre ouvert donnant la possibilité au lecteur de continuer à parler des aventures d'Ékabela : « Hugues Éta écrit simplement pour être compris. Ce roman est plaisant à lire parce qu'il est écrit à l'africaine, à la manière de ces histoires qui se racontent le soir autour du feu. Les images sont saisissantes, c'est la vie de tous les jours. Beaucoup d'humour. Ce qui pousse le lecteur à retenir

facilement la morale pour que demain soit évitée l'Afrique des dérives et des incertitudes. Hugues Éta nous parle d'une société où rien n'est donné, société dans laquelle écume des prédateurs qui n'ont aucune pitié et se nourrissent de la naïveté des autres. »

Des extraits du livre lus ce jour par le comédien et metteur en scène Georges Mbouissi et l'écrivain lui-même ont suscité rires et commentaires dans la salle. Ce qui a conduit plusieurs personnes, dont un bon nombre de jeunes à se le procurer. À la satisfaction de Rock Alain Ngoma, responsable du centre culturel JBTL, car le but de la rubrique « Invité du mois » est de permettre à l'invité de partager sa passion, présenter ses œuvres mais aussi pouvoir les vendre. Manuscrit d'un bonheur brûlé s'ajoutent aux précédentes œuvres d'Hugues Éta parmi lesquelles figurent : le recueil de poèmes Mourir pour naître paru en 2003 aux éditions La Bruyère, le roman Une silhouette de poule paru en 2010 aux éditions Le chasseur abstrait, le manuscrit L'arme des larmes qui lui a valu une distinction de Société des poètes français avec le prix Paul Éluard en juillet 2014, Une araignée sur une Jacinthe d'eau paru en décembre 2014 aux éditions Edi Livre. L'écrivain a participé à plusieurs œuvres collectives et reçu le prix Tchikunda du meilleur écrivain en 2004.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

COUPES AFRICAINES DES CLUBS

Les représentants congolais au bas niveau

Les trois clubs congolais qui ont entamé la compétition à l'étape des préliminaires notamment les Diables noirs, l'Étoile du Congo et le Club athlétique renaissance aiglon (Cara) sont au bord de la rupture. Car ils ne sont pas loin d'une sortie prématurée.

Le week-end a été très sombre pour les clubs congolais comme en témoignent les résultats enregistrés en préliminaires de la Ligue des champions et à la Coupe africaine de la Confédération. Les Diables noirs ont ouvert le bal le 13 février en affrontant au Maroc, le Raja de Casablanca en préliminaire de la Ligue africaine des champions avec le résultat douloureux 0-4. Un résultat qui ne garantit pas un bel avenir pour les jaunes et noirs. Pour espérer se qualifier, il faut l'emporter par 5-0 au match retour. Ce qui ne sera pas une partie de plaisir. Le 14 février, l'Étoile du Congo qui inaugurerait la série des matches internationaux au stade Marien-Ngouabi d'Owando à l'occasion des préliminaires de la Coupe africaine de la Confédération, n'a pas pu faire mieux que concéder une défaite 1-2 face à MK Etanchéité de Kinshasa. Les Stelliens entamaient clairement mieux la rencontre en ouvrant le score dès la

12e minute par l'entremise de Moïse Nkounkou. Ils ont été rattrapés au score à la 35e minute sur le but de Masasi Obenza puis devancés sur un but encaissé dans les ultimes minutes de la rencontre, l'œuvre de Ma Mbuze Mangeza. Les Stelliens doivent l'emporter 2-0 à Kinshasa pour priver MK Etanchéité d'une qualification. Le dimanche 15 février, le Cara a subi la loi de l'AS Togo Port de Lomé en s'inclinant à l'aller 0-2 en Coupe de la Confédération Orange. Les Aiglons devraient marquer trois fois sans en prendre un but pour assurer leur qualification pour les seizièmes, comme l'année dernière.

Qu'est ce qui justifie ces défaites?

Les clubs congolais avaient l'habitude d'entamer les rencontres africaines sans compétition dans les jambes, se contentant de quelques matches amicaux. Cette saison, ils ont eu plus de six matches dans les jambes avant d'en découdre avec leurs adversaires. Mais les résultats n'ont pas suivi. Le Cara par exemple a perdu face à une équipe togolaise dont le championnat n'a pas démarré. Par ailleurs, malgré son statut de leader du championnat congolais après sept journées, l'Étoile du Congo n'a pas relevé le défi face à MK Etanchéité. L'énorme désillusion est venue des Diables noirs,

lesquels enchainent les compétitions africaines chaque saison sans pouvoir arrêter l'hémorragie à Casablanca. On peut être amené à penser que les clubs congolais n'ont pas le niveau des compétitions africaines ou encore paient le prix de la faiblesse du championnat congolais. Ce qui revient à dire que la Fédération congolaise de football doit en effet rehausser le niveau de son championnat soit même par la recherche du sponsoring. Relever le niveau du championnat est aussi une responsabilité des clubs, lesquels doivent faire preuve d'une bonne organisation notamment la qualité des joueurs dont les équipes disposent.

Ne dit-on pas que ce qui fait la force d'une équipe c'est sa politique de recrutement ? Si l'AC Léopards de Dolisie fait de bons résultats en compétitions africaines c'est parce que ses dirigeants investissent beaucoup dans le domaine de recrutement. Les résultats obtenus par les représentants congolais donnent l'impression d'un recrutement totalement loupé. Cela se paie cash. Face à MK Etanchéité, l'Étoile du Congo a caché des faiblesses pendant le premier quart d'heure du match, dominant son sujet et se procurant d'énormes les meilleures occasions du match. Mais quand MK Etanchéité a décidé de

jouer, l'Étoile du Congo donnait l'impression d'une équipe « immature ». Elle n'était pas loin du chaos n'eut été la classe de son gardien Pavhel Nzila surtout que le non-respect de l'hygiène de vie ne permettait pas à certains joueurs de l'Étoile du Congo de supporter le rythme du match. Au début de chaque saison, chaque équipe se fixe les priorités sportives et se donne les moyens financiers et humains par rapport à des décisions d'urgence (recrutement des joueurs par exemple) pour les atteindre. Des années passent et les clubs congolais n'ont les yeux braqués que sur leur principal sponsor qu'est l'État. Dès qu'il y a un retard de décaissement des fonds, le déplacement des équipes ou encore la préparation prend un coup. Les conséquences sont énormes. Les Diables noirs n'ont quitté Brazzaville que le jeudi pour livrer le match contre le Raja vendredi et sortir de la rencontre avec une cuisante humiliation.

Quel effectif ont-ils présenté pendant ces matchs ?

Sans Hardy Binguila, les Diables noirs ont rarement brillé au championnat. Juste après la Coupe d'Afrique des Nations, ce junior congolais considéré comme l'un des piliers des jaunes et noirs est allé monnayer son talent à

l'AJ Auxerre. Pareil pour les Aiglons qui se sont rendus à Lomé avec un effectif diminué. Depuis le début de la saison, certains de leurs joueurs réclament la prime de signature avant de jouer. Le Cara, rappelons-le, n'a plus de président depuis la démission de Blaise Elenga.

Les divisions internes sont aussi à mettre à l'actif des défaites des clubs congolais dans ces compétitions africaines. Les Diables noirs se sont rendus à Casablanca sans leur entraîneur principal Guillaume Illunga, lequel a donné sa démission à l'orée du déplacement. Au sein de l'Étoile du Congo, il s'est créé des clans. Chacun des dirigeants s'est organisé de son côté sans que tous se regardent dans la même direction à Owando.

La Fécofoot interpellée par le manque d'une véritable politique de réorganisation du football congolais à la base reste un problème entier. L'organisation du championnat par catégorie d'âge (cadets, juniors et seniors), le manque d'une véritable politique de formation au sein des clubs congolais et l'absence de rigueur dans la qualification des joueurs sont, entre autres, les raisons qui appauvrissent le niveau du championnat national. La Fécofoot est ainsi interpellée.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 1, 25^e journée

Titulaire, pour la première fois de l'année civile, Prince Oniangue a livré une belle prestation lors du match nul de Reims à Marseille (2-2). Son tir de 25 mètres sur le poteau permet de De Préville d'ouvrir le score (6^e). Un peu court sur l'égalisation de Payet (60^e). Un total de 32 ballons touchés pour 3 tirs (2 cadrés, dont une tête plongeante sauvée par Mandanda à la 72^e), 19 passes réussies sur 23 tentées, 3 duels gagnés sur 11, 2 fautes commises pour 1 subie. Avec ce point pris au Vélodrome, Reims est 13e au classement provisoire.

Dans les rangs marseillais, Giannelli Imbula était titulaire et Brice Samba junior était sur le banc.

De retour de blessure, Christopher Mabolou était laissé à disposition de la réserve et n'a pas participé à la victoire de Bastia à Nantes (2-0). Jules Iloki est resté sur le banc canari. Retenu dans le groupe de Lille, Kevin Koubemba était finalement en tribunes lors du match nul de Lille face à Nice (0-0).

Ladislav Douniama n'est pas retenu dans le groupe de Guingamp qui se déplace ce dimanche à Metz.

Dylan Bahamboula était laissé à disposition de la réserve de Monaco. Rappelons que la rencontre entre l'ASM et Montpellier a été reportée en raison des fortes pluies.

Belgique, 26^e journée, 1^{re} division Francis N'Ganga n'était pas retenu dans le groupe de Charleroi, qui recevait La Gantoise dimanche soir.

Belgique, 26^e journée, 2^e division Mons atomise Virton avec un bon Yannick Loemba, à l'origine du premier but, auteur du second (frappe du gauche au second poteau) et centreur décisif sur le 4^e. Jordan Massengo était également titulaire.

Avec 43 points, l'Albert revient au contact du peloton de tête, mais reste

distancé par le podium, avec 8 longueurs de retard sur le 3e.

Ecosse, 24^e journée, 2^e division

Dominique Malonga était titulaire lors de la victoire d'Hibernian sur le terrain des Rangers (2-0). Plutôt discret avant sa sortie, au profit de Dja Djédjé, à la 84^e. Hibernian double ainsi son adversaire du jour, qui compte toutefois trois matchs en retard.

Estonie, tournoi d'hiver

Pour le dernier match du tournoi d'hiver préparatoire à la saison régulière qui débutera le 7 mars, Allan Kimbaloula a retrouvé le chemin des filets, marquant le 2^e but de Kalju face à Narva (3-0). A la 25^e, il mène la contre-attaque, écarte sur sa droite, poursuit sa course et conclut dans l'axe, du droit. Son dernier but, en compétition officielle, date de mai 2014.

Grèce, 24^e journée, 1^{re} journée

Delvin Ndinga n'était pas dans le groupe de l'Olympiakos, vainqueur d'Ergotelis (3-0). Le club du Pirée est plus que jamais leader avec 6 points d'avance sur son dauphin, le Panathinaïkos.

Le Plataniakos de Bernard Itoua se déplacera à Xanthi lundi soir.

Suisse, 20^e journée, 1^{re} division

Réduits à dix à la 37^e, Igor Nganga et Aarau s'inclinent à domicile face à Vaduz (0-1). L'international congolais a joué tout le match sur son côté droit.

Suisse, 20^e journée, 2^e division

Lausanne rapporte un point (inespéré) de Chiasso (1-1). Au sein d'une équipe archi-dominée, Chris Malonga, titulaire, a eu peu d'occasion de se distinguer. Sur un de ses rares ballons dans la surface adverse, il enchaîne amorti poitrine-talonnade pour Veloso, qui manque son centre. Avec ce point, Lausanne est 4e avec 11 points de retard sur le premier.

Allemagne, 25^e journée, 3^e division Sans Francky Sembolo, non retenu, Osnabrück s'incline à domicile face au

Fortuna Cologne (0-1).

Pitchou Mouaya était remplaçant lors de la victoire d'Hallescher face à Unterhaching (2-1).

Osnabrück est 10e avec 35 points et Hallescher est 13e avec 32 unités.

Angleterre, 31^e journée, 3^e division

Amine Linganzi, tout juste rétabli d'une blessure aux ischio-jambiers, n'était pas dans le groupe de Gillingham, vainqueur de Milton Keynes (4-2). Gillingham remonte à la 12e place grâce à sa série, en cours, de huit matches sans défaite (six succès et deux nuls).

Angleterre, 5e tour de la Cup Stoke City et Steven Nzonzi sont éliminés par les Blackburn Rovers (1-4). L'ancien joueur d'Amiens était titulaire.

Belgique, 26e journée, 2e division Antwerp s'incline à domicile, malgré la présence de Maël Lépicier, face à Saint-Trond (0-2). Le défenseur congolais était titulaire a été averti.

Espagne, 23e journée, 1re division « Exilé » sur le côté gauche de l'attaque d'Almeria, Thievy Bifouma se distingue rapidement : servi dans la surface, il effectue un contrôle de balle un peu long, mais pousse Rulli à la faute, obtenant ainsi un penalty précoce et converti par Verza (5^e). Alors que la Real Sociedad avait égalisé (27^e), Bifouma accélère, déborde et efface trois adversaires avant de servir Hemed sur un plateau (2-1, 40e). Mais Almeria concède finalement le point du nul (2-2) et reste en bas de classement.

Israël, 24^e journée, 2^e division

Le Beitar Tel Aviv de Romaric Etou, titulaire, prend un point chez l'Hapoel Ironi Rishon Lezion (2-2). Le Beitar, qui reste sur une série de trois succès et un nul, reste 13^e (sur 16), mais ne compte plus que 4 points de retard sur la 8^e place.

Camille Delourme

ARTS MARTIAUX

Les athlètes du MMA préparent un stage international

Prélude à une formation technico-tactique le mois prochain, les responsables de l'Association congolaise des arts martiaux mixtes (MMA) ont organisé un stage de remise à niveau en faveur des athlètes de tous les départements du pays.



L'explication des techniques par Me Valère Koubikana crédit photo Adiac

Les compétiteurs congolais du MMA souhaitent se mettre au même pied d'égalité que ceux des autres pays sur le plan technique. Voilà qui justifie le stage auquel ils ont pris part en attendant la formation internationale, ici à Brazzaville au mois de mars, qui sera animée par l'expert libanais, Dorry Abad. Ce dernier est par ailleurs président du comité du MMA de son pays. « Nous avons souhaité réveiller les automatismes des athlètes en leur permettant de réviser quelques aspects technico-tactique avant le stage international », a expliqué Me Ayatollah, coordonnateur de l'Association congolaise du MMA.

Me Valère Koubikana qui a dirigé une partie du stage préparatoire a abondé dans le même sens en précisant que le travail a porté sur les techniques pied-poings, les immobilisations au sol et bien d'autres. Les athlètes se sont donc focalisés sur les aspects propres à leur discipline d'origine, selon que l'on soit pratiquant du taekwondo, du karaté, du judo, du jiu-jitsu... D'autant plus que le MMA rassemble les compétiteurs de toutes les disciplines martiales. Dans les deux prochaines semaines, a poursuivi Me Valère Koubikana, le règlement du MMA sera mis à la disposition des compétiteurs.

Rominique Nerplat Makaya